

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 429 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 429
Nov.-Déc. 94 - Janv. 95
31^e année

DANS CE NUMERO

- «L'aide aux pays sous-développés», une bonne affaire pour l'impérialisme
- A Amiens, une «bavure» ?
- L'embargo contre l'Irak
- Impérialisme russe, hors du Caucase!
- Algérie, les accords de Rome ne sont pas une solution pour les prolétaires
- Sommaires du «prolétaire»
- Rwanda: l'impérialisme français sévit encore
- Répression de Corée du Sud
- Correspondance: Répression syndicale à la poste de Paris XVI Passy

Devant les événements d'Algérie, L'exigence de l'unité prolétarienne

«La guerre civile algérienne est transportée en France»: voilà quelle a été la réaction consternée de nombreux organes de presse et de commentateurs «avertis» lors de l'affaire du piratage de l'Airbus d'Air France. Cette réaction est elle-même très significative de l'état d'esprit des cercles dirigeants de la bourgeoisie française. Même si les médias français font le silence sur la situation en Algérie, au moins tant que des ressortissants français ne sont pas victimes d'un attentat, respectant ainsi la censure du gouvernement algérien, les autorités françaises, elles, sont parfaitement au courant de la situation réelle. Et pour cause! La collaboration directe entre l'Etat français et l'Etat algérien sur le plan de la répression ne faiblit pas, ce qui ne veut pas dire que cette collaboration est sans nuages. Si l'on en croit un article du spécialiste de l'armée au quotidien «Le Monde», bien connu comme porte-parole officieux des milieux militaires et des services secrets, les militaires algériens ont obtenu la promesse d'un soutien sans réserve et carte blanche pour liquider en 5 mois les groupes armés islamistes (1). Des indiscrétions ont permis de savoir par ailleurs que le gouvernement français avait livré à l'Algérie du matériel de combat anti-guérilla (depuis des hélicoptères jusqu'à des systèmes de visée infra-rouge pour le combat de nuit). Le soutien au gouvernement algérien se manifeste aussi à un autre niveau, en définitive plus important, le niveau fi-

(Suite en page 6)

Le cirque électoral contre la lutte prolétarienne

Depuis de nombreux mois déjà, la prochaine élection présidentielle domine la vie et l'activité d'à peu près toutes les formations politiques et para-politiques, de droite, de gauche ou même d'«extrême»-gauche.

En dépit de toutes leurs différences, de toutes leurs divergences et de toutes leurs oppositions, ces organisations se retrouvent pour répandre la même croyance dans les élections. Selon elles les élections présidentielles prochaines sont un enjeu décisif pour le destin de «la France», pour les

français en général et pour la classe ouvrière (désignée réalité par des termes qui ont pour fonction d'estomper les notions de classe: les travailleurs, la population laborieuse, et en particulier.

Même ceux qui se disent marxistes et révolutionnaires participent sans hésiter à cette entreprise, avec éventuellement lamentable justification qu'ils ne sont pas dupes mais qu'ils veulent pas se couper des masses, etc.

La croyance que les élections sont le moment où «le peuple» exprime librement et souverainement sa volonté en élisant ses représentants aux fonctions de direction de l'Etat est la conséquence pratique de l'idéologie démocratique. La critique des politiciens «tous pourris», qui trahissent le «mandat» de leurs électeurs en est le corollaire: puisqu'en dépit du caractère démocratiquement incontestable des élections (mis à part les contestations marginales sur tel ou tel mode de scrutin), les choses vont toujours plus mal, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent, c'est que les élus sont des vendus. Conclusion: il faut élire des politiciens ou faire confiance à des partis «vraiment honnêtes» pour qu'ils fassent une «autre politique». Parfois l'écoeurement est tel qu'il conduit au repli sur l'apolitisme, sur l'abstention-

nisme du pêcheur à la ligne qui juge que la politique n'amènera jamais rien de bon et que la seule solution c'est la démerde individuelle et le chacun pour soi.

Dans tous les cas de figure, y compris dans le dernier cas qui marque pourtant un affaiblissement de sa force persuasive, le cirque électoral remplit sa fonction inestimable pour la classe bourgeoise de défense du système capitaliste.

La «volonté souveraine du peuple» n'existe pas pour la bonne raison que le peuple est divisé en classes aux intérêts - et donc potentiellement aux volontés - différents et opposés. D'autre part la classe dominante, qui est la personnification du mode de production existant, qui possède et dirige tous les moyens de communication et tous les moyens de formation de l'opinion, a organisé tou-

tes les institutions de la société, étatiques ou non, pour qu'elles répondent le mieux aux nécessités du bon fonctionnement du capitalisme. C'est ce qui s'est passé pour les institutions et les mécanismes politiques, ainsi que l'expliquait il y a plus d'un siècle (1888) le socialiste Paul Lafargue:

«Le parlementarisme est un système gouvernemental qui donne au peuple l'illusion de gérer lui-même les affaires du pays, alors que tout le pouvoir est, en fait, concentré dans les mains de la bourgeoisie, et pas même de la bourgeoisie toute entière, mais de quelques couches sociales se rattachant à cette classe.

Dans la première période de sa domination, la bourgeoisie ne comprend pas ou ne ressent pas le besoin de

(Suite en page 2)

Lénine sur le chemin de la révolution (3)

Nous publions ici l'avant-dernière partie de la Conférence d'Amadeo Bordiga donnée à Rome en Février 1924 à l'occasion de la mort de Lénine. Bien loin d'être une commémoration rituelle ou un discours de circonstance, ce texte veut établir ou rétablir les traits fondamentaux de l'oeuvre du grand révolutionnaire, contre les déviations qui s'exprimaient à la tête même de l'Internationale et qui allaient prendre dans les semaines suivantes la forme d'un «léninisme» officiel sanctifiant tout ce que contre quoi s'élevait la Gauche, et ouvrant toute grande la voie à la dégénérescence, puis à la contre-révolution. Ce chapitre est consacré à la réfutation du soi-disant «opportunisme révolutionnaire» de Lénine dont l'action, selon ses disciples auto-proclamés, aurait été caractérisée par l'art de la manoeuvre et par le recours aux expédients les plus divers et aux changements les plus brusques de tactique, alors qu'en réalité, selon sa belle formule, une tactique digne de ce nom ne pouvait être qu'«un plan systématique d'action» solidement appuyé sur les principes et le programme.

Sur la question de la nature économique et sociale de la Russie, Bordiga rappelle l'analyse de Lénine selon laquelle le pays n'est pas arrivé au niveau du passage de l'économie capitaliste au socialisme, mais que dans le cadre de la N.E.P. («Nouvelle Politique Economique»), la lutte se déroule entre le capitalisme d'Etat (dirigé par le pouvoir prolétarien) et la «pieuvre aux mille tentacules» de la petite économie marchande paysanne alliée aux éléments de capitalisme privé autorisés; sur le plan économique il ne pouvait donc être question de socialisme dans la Russie encore dans une grande partie à un niveau d'accumulation primitive du capitalisme. Il ne faudra pourtant que deux ans pour que les promoteurs et les agents du capitalisme d'Etat, après s'être définitivement rendus maîtres du parti et du gouvernement prolétariens, se sentent assez forts pour faire disparaître cette analyse de Lénine et proclamer au contraire que le socialisme est en construction en Russie. Et dire qu'aujourd'hui encore la plupart des «anti-staliniens» - en réalité dignes rejetons de ceux-ci sur ce plan - se cassent la tête pour déterminer comment et à quel moment le capitalisme aurait été «réintroduit» ou «restauré» dans l'Etat ouvrier...

(Suite en page 8)

Après la Géorgie, intervention militaire en Tchétchénie Impérialisme russe, hors du Caucase!

Les troupes de la démocratie Russe d'Eltsine ont donc envahi la Tchétchénie, après être allées défendre des régimes pro-russes dans les anciennes républiques asiatiques de l'URSS sans que personne ne s'émeuve, tout comme les soldats de la «totalitaire» Union Soviétique de Brejnev l'avaient fait en Afghanistan. Ya-t-il une meilleure démonstration qu'en dépit des bouleversements politiques qui, selon la légende répandue par la bourgeoisie, auraient fait passer ce pays du «socialisme» au capitalisme, il y a bien une continuité et une identité profondes de la politique de l'Etat russe? Et donc que la nature de classe de cet Etat et de la

(Suite en page 5)

Le cirque électoral contre la lutte prolétarienne

(Suite de la page 1)

donner cette illusion au peuple. C'est pourquoi tous les pays parlementaires d'Europe ont commencé par un suffrage restreint; partout, le droit de diriger les destinées politiques du pays en éliminant les députés a d'abord appartenu aux propriétaires plus ou moins riches et ne s'est étendu qu'ensuite aux citoyens moins favorisés par la fortune, jusqu'au moment où le privilège de quelques uns est devenu dans certains pays le droit de tous et de chacun.

En société bourgeoise, plus le patrimoine social est considérable et plus faible est le nombre de ceux qui se l'approprient; il en est de même du pouvoir: au fur et à mesure que s'accroissent la masse des citoyens jouissant de droits politiques et le nombre des gouvernants élus, le pouvoir effectif se concentre et devient le monopole d'un groupe de personnalités chaque jour plus étroit.

Le jour où le prolétariat d'Europe et d'Amérique s'emparera de l'Etat, il devra organiser un pouvoir révolutionnaire et administrer dictatorialement la société tant que la bourgeoisie n'aura pas disparu en tant que classe.

Depuis cette époque la bourgeoisie, seule classe à la volonté souveraine sous le capitalisme, n'a cessé de renforcer son emprise totalitaire sur la société. Elle a solidement intégré à son système les organisations mises sur pied par le prolétariat, des syndicats, coopératives, etc., jusqu'aux partis politiques, en les vidant de l'intérieur de leur substance de classe jusqu'à en faire de fidèles auxiliaires et de véritables agents de sa domination au sein de la classe ouvrière (phénomène de dégénérescence opportuniste et révisionniste des organisations ouvrières) ou en anéantissant celles qui se révélaient inassimilables. Est-il alors possible de s'étonner que, encore plus qu'à l'époque de Marx, «les idées dominantes sont celles de la classe dominante»?

LERENVERSEMENT DE LA PRAXIS

Librement, souverainement, chaque électeur va donc se déterminer en son âme et conscience, puis aller voter conformément aux idées dominantes. Il est matériellement impossible que dans cette société capitaliste d'exploitation et d'abrutissement, les membres de la classe dominée arrivent les uns après les autres à se libérer intellectuellement de toute cette chape de plomb qui pèse sur eux, et qu'un beau jour ils «prennent conscience» qu'il faut en finir avec le capitalisme. De tous les organes du corps humain, le cerveau est peut-être celui qui est le plus retardataire, celui qui a le plus de difficultés à se libérer des inerties, des routines et des habitudes apprises. Selon le matérialisme la pensée se traîne derrière l'action: ce seront les conditions matérielles de la crise capitaliste qui pousseront le prolétariat à entrer en lutte et à renverser la bourgeoisie, bien avant qu'il ait pu «prendre conscience» dans sa masse. Seule une minorité d'avant-garde - et dans les périodes de calme social et de prospérité, une minorité microscopique - peut accéder à cette conscience générale des conditions et des voies de l'émancipation prolétarienne qui s'appelle le programme communiste: cette minorité c'est le parti de classe, non en tant que simple

association des éléments les plus conscients, mais en tant qu'organisation fermement adossée au marxisme qui condense et synthétise les enseignements historiques des batailles de classe passées et permet de s'orienter dans les batailles à venir. Comme l'explique notre texte sur «le renversement de la praxis dans la théorie marxiste»:

«La praxis marxiste juste affirme que la conscience de l'individu et aussi de la masse suit l'action, et que l'action suit la poussée de l'intérêt économique. Ce n'est que dans le parti de classe que la conscience et, dans des phases déterminées, la décision d'agir précèdent l'affrontement de classe. Mais une telle possibilité est inséparable organiquement du mécanisme moléculaire des poussées physiques et économiques initiales.

(...) Dans le parti, où confluent toutes les influences venues des individus et de la classe, leur apport détermine la possibilité et la faculté d'une vision critique et théorique et d'une volonté d'action qui permettent de transmettre aux militants et aux prolétaires individuels l'explication de situations et de processus historiques ainsi que les décisions d'action et de combat.

Ainsi tandis que le déterminisme exclut qu'il puisse y avoir chez l'individu une volonté et une conscience qui précèdent l'action, le renversement de la praxis les admet uniquement dans le parti en tant que résultat d'une élaboration théorique générale. Donc si c'est au parti qu'il faut attribuer la volonté et la conscience, on doit nier que celui-ci se forme par le concours de la conscience et de la volonté d'un groupe d'individus, et que ce groupe puisse le moins du monde être considéré comme en dehors des déterminations physiques, économiques et sociales opérant dans la classe entière» (1).

LA LUTTE ELECTORALE EST L' ANTITHÈSE DE LA LUTTE DE CLASSE

Ces considérations marxistes permettent de réfuter la conception idéaliste qui est à la base du principe démocratique et selon laquelle tous les individus, libres et égaux en droit, ont la possibilité de se former librement leur opinion et de choisir entre les divers choix politiques qui s'offrent à eux. Dans cette conception, la tâche des révolutionnaires serait donc de convaincre le maximum de prolétaires de la justesse de leurs orientations, grâce à une adroite propagande et grâce à l'accès aux moyens de communication de masse, et la révolution serait quasiment faite.

Ces considérations permettent aussi d'éviter de tomber dans la résignation tout aussi idéaliste selon laquelle la société est «uni-dimensionnelle» et le capitalisme omnipotent et indéradicable puisqu'il a le monopole des idées et le contrôle de l'opinion publique. Le capitalisme n'est pas «uni-dimensionnel» mais miné par ses propres contradictions qui provoquent en permanence des heurts entre les classes; de ces heurts naissent les «étincelles de conscience» dont parle Lénine, qui à certains moments et dans certaines conditions dites révolutionnaires peuvent embraser toute la classe.

Mais quand les masses prolétariennes commencent à entrer en lutte de façon décidée, quand elles tendent à passer des luttes purement économiques et défensives à des luttes offensives et politiques, c'est à ce moment que la bourgeoisie tend avec le plus de persua-

sion le piège électoral, pour faire diversion et détourner la lutte sur un terrain truqué et inoffensif. En mai-juin 68 la classe ouvrière avait mené spontanément une grève gigantesque; pour reprendre le contrôle d'une situation qui sans être révolutionnaire (les organisations de collaboration de classe, obligées d'aller bien plus loin qu'elles l'avaient voulu, conservèrent cependant de bout en bout leur hégémonie sur la classe), était cependant périlleuse, il suffit à la bourgeoisie de recourir aux élections: 10 millions de grévistes étaient une force colossale, 10 millions de bulletins des confettis de papier parmi d'autres... Pour conjurer le spectre de la grève générale et de la lutte prolétarienne les partis de la collaboration de classe, avec le soutien critique mais indéfectible de l'«extrême» gauche prétendument révolutionnaire, agitèrent pendant la décennie qui suivit la perspective de la victoire électorale de la gauche qui devait permettre sans fatigues ni douleurs de satisfaire les revendications ouvrières. On sait ce qu'il en advint.

Ces faits puisés dans le passé récent sont la confirmation irréfutable des enseignements du marxisme: le système politique démocratique ne sert qu'à la bourgeoisie et ne peut en aucun cas être utilisé au service de la classe ouvrière. La force du prolétariat ne se trouvera jamais dans les urnes, mais sur le terrain de la lutte directe, de masse et de classe, contre la bourgeoisie, son système et son Etat. La lutte électorale est l'antithèse de la lutte de classe.

* * * *

Une fois admises les limites objectives, déterminées de façon matérialiste, entre lesquelles l'action du parti peut et doit se mener, il reste le problème de faire en sorte que cette action, y compris sur le plan de la propagande soit la plus fructueuse possible. Ne serait-il pas possible de toucher les plus grand nombre de prolétaires en utilisant les moyens que nous laissent la bourgeoisie, en la prenant en quelque sorte à son

propre piège? En un mot ne pourrait-on pas se servir des élections comme une tribune révolutionnaire?

Notre réponse est la même que celle que nous avons faite en 1920 à la tactique préconisée par les bolchéviks du «parlementarisme révolutionnaire»: Après des décennies d'électoralisme et de parlementarisme où la bourgeoisie avait réussi à entraîner une bonne partie du mouvement prolétarien, la sélection rigoureuse des noyaux révolutionnaires en vue de la formation de véritables partis communistes nécessitait la rupture la plus tranchée avec les méthodes, les habitudes, les tentations de la démocratie parlementaire. Il fallait rompre clairement et radicalement avec le terrain des élections et du parlementarisme. Le recours à une tactique d'utilisation de ce terrain, même assortie des conditions les plus strictes et les plus impérieuses, était en contradiction avec cette nécessité et ne pouvait qu'alimenter dans les masses les vieux réflexes électoralistes et les vieilles illusions démocratiques que l'on voulait éliminer.

L'expérience historique a confirmé les critiques de notre courant et amplement justifié ses appels à rendre la tactique la plus cohérente possible avec les objectifs généraux et les buts finaux du mouvement. Les décennies supplémentaires d'orgies électoralistes ont infecté le prolétariat jusqu'à la moelle d'illusions démocratiques, légalistes, réformistes. Faire semblant d'ignorer ces illusions ou vouloir s'appuyer sur elles ne fait que les renforcer et ne peut donc qu'entraver encore un peu plus la fameuse «prise de conscience», également parmi les éléments les plus avancés.

En 1920 comme en 1888 et comme en 1995, le prolétariat ne peut mener sa propre lutte de classe qu'en rompant avec les illusions électoralistes et démocratiques:

Ou lutte de classe, ou lutte électorale!

(1) Cf «Programme Communiste», n°56

«L'aide aux pays sous-développés», une bonne affaire pour l'impérialisme

Selon Alfred Grosser (1), le tristement célèbre Jacques Foccard, l'ancien ministre gaulliste de la «coopération» (sic!) avec les ex-colonies françaises, avait déclaré en 1983 à propos du Gabon: «Pour un franc d'aide publique la France retirait 2,80 F, et sur le plan des investissements privés le retour pouvait être de onze francs pour un franc».

Nous n'avons pas la possibilité de faire une analyse chiffrée pour déterminer ce qu'il en est aujourd'hui de cette fructueuse exploitation (le mot exact pour décrire la réalité de la «coopération» capitaliste) par l'impérialisme français de ses chasses gardées africaines: ce sont là des choses qui n'ont pas leur place dans les statistiques officielles. La dévaluation de 50% du franc CFA a inévitablement diminué les flux commerciaux entre la

France et les pays correspondants et entraîné une diminution du chiffre d'affaire des entreprises françaises qui y sont implantées, quoique dans un moindre degré que ce qu'elles redoutaient, selon leurs porte-paroles. C'est ainsi que le comité des Investisseurs en Afrique Noire, qui a longtemps bataillé contre la dévaluation, estime que le «réseau des entreprises françaises tiendra» en dépit du déclin des flux commerciaux: pour les 5 premiers mois de 1994 par rapport à la même période de 1993, une baisse de 21% en moyenne (2).

Il est instructif d'examiner une analyse du «Rapport 1992» de la Banque Mondiale; pour la première fois en effet il donne le montant des marchés obtenus par les différents pays actionnaires de cette institution et de l'Association Internationale de Développement qui

Une bonne affaire pour l'impérialisme

en dépend (3). Les principaux actionnaires sont bien-sûr les pays développés, soit dans l'ordre: les Etats-Unis puis le Japon, nettement devant l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Canada.

La Banque Mondiale et l'A.I.D. ne versent pas de dividendes et donc en théorie les sommes versées par les Etats actionnaires le sont dans un but totalement altruiste: le développement des pays pauvres. Dans la réalité, les sommes engagées le sont pour obtenir des marchés qui reviennent aux entreprises des pays donateurs. En cumulant B.M. et A.I.D. on avait ainsi au 30 juin 1992, pour 35 pays donateurs, des contributions totales de 79,4 milliards de dollars, qui avaient entraîné l'obtention par les entreprises de ces pays de marchés d'une valeur totale de 104,4 milliards de dollars (soit un rapport moyen de 1,32 entre ce qui est versé et ce qui est gagné): cette «aide» au «Tiers Monde» constitue donc bel et bien une aide à l'activité économique des pays «donateurs»!

Une analyse pays par pays montre que les différents Etats ne tirent pas à un même degré leur épingle du jeu; certains sont globalement perdants: l'Australie, le Canada, la Suède, les Pays-Bas (sans parler du Koweït ou de l'Arabie Saoudite dont les dépenses ont un rôle plus politique qu'économique) ont un ratio inférieur à 1. Les Etats-

Unis et le Japon ne sont qu'à peine gagnants sur le strict plan économique (ratio: 1,03). L'Allemagne (1,4), la France (1,62), la Grande-Bretagne (2,15) font nettement mieux. Les résultats sont encore meilleurs pour les pays dits «en voie de développement»: le Mexique (2,7), l'Afrique du Sud (4,05), l'Argentine (4,6), la Chine (4,5), la Corée (10,29) ou l'ex-Yougoslavie (13,36), sans parler de pays à contribution nettement plus faible comme le Chili (5,94), le Maroc (6,31) ou la Thaïlande (8,27). Mais au hit-parade des bénéficiaires de l'aide internationale, le recordman n'est autre que ... la Suisse avec un ratio de 17,16!

Contribution à la Banque Mondiale et à l'A.I.D. et marchés obtenus au 30-06-1994 (milliards de dollars)			
	1. Contributions	2. Marchés	Ratio 2/1
Allemagne	8,89	12,47	1,4
Espagne	0,5	1,12	2,18
Etats-Unis	19,93	20,62	1,03
France	5,42	8,77	1,62
Italie	3,64	6,13	1,68
Japon	15,38	15,82	1,03
Roy-Uni	6,39	10,48	1,64
Suisse	0,24	4,25	17,16

Nous empruntons le commentaire au journal qui publie cette analyse, et qu'on ne peut assurément pas soupçonner d'anti-impérialisme débridé:

«En fait le calcul sous-estime la rentabilité du système pour les pays donateurs (...). Les emprunteurs sont en partie leurs propres banquiers [par l'intermédiaire des intérêts qu'ils payent sur leurs emprunts]. (...) Deuxièmement c'est en fait le pays débiteur de la Banque, à priori un pays à revenus modestes, qui vient au secours du plus pauvre que lui, le débiteur de l'A.I.D.: la Tunisie ou la Turquie, en un mot, financent les exportations belges ou françaises vers la Tanzanie et le Burkina Faso (...). Troisièmement les économies des pays industrialisés encaissent les intérêts payés sur les sommes livrées par la Banque sur les marchés internationaux. (...) Quatrièmement, le fonctionnement de la Banque ne coûte rien aux pays donateurs. S'ils devaient administrer eux-mêmes les sommes qu'ils mettent à la disposition de la Banque et de l'A.I.D. pour financer leur propre aide bilatérale, ils subiraient des coûts d'administration, des pertes de temps, des frais de dossiers, etc, avec le risque que l'opération ne se matérialise pas et que les frais ne puissent être comptés au client. Avec la Banque et l'A.I.D. ils ne courent aucun risque». Et le journal estime que le taux réel moyen de recouvrement n'est pas de 1,3 «mais aisément de l'ordre de 1,5 à 1,6».

Il faut ajouter que les gains obtenus par les pays impérialistes ne sont pas tous strictement économiques, mais aussi politiques. Pour acquérir ou conserver une influence politique, certains pays seront prêts à accorder des prêts à la rentabilité économique incertaine. C'est le cas non seulement de l'Arabie Saoudite qui subventionne la construction de mosquée, mais aussi des Etats-Unis. Voilà pourquoi les députés républicains demandent maintenant la diminution de cette aide, désormais moins nécessaire après la chute de l'URSS. D'autre part, l'aide multilatérale (celle qui passe par des institutions internationales comme la B.M.) ne constitue qu'une partie de «l'aide» accordée par les Etats. Les grands impérialismes recourent davantage à l'aide bilatérale qui est le plus souvent une «aide liée» car elle permet d'éviter

- (1) Cf «Ouest-France», 9-11-1994
- (2) Cf «Marchés tropicaux et méditerranéens», n° 2704, 23-07-1994
- (3) Nous reprenons les chiffres qui suivent de «Marché Tropicaux et Méditerranéens», n°2540 (15-07-1994)
- (4) Pour ce qui est de la France le montant de l'«aide» bi-latérale: 34,8 milliards de francs contre 9,9 milliards d'aide multi-latérale dont 40% est à destination de l'Afrique (chiffres de 1993)

A Amiens, une «bavure»?

Chacun se souvient encore des événements d'Amiens à la mi-novembre: des affrontements de jeunes avec les CRS dans une cité populaire des quartiers nord de la ville. Déjà ulcérés par les lenteurs judiciaires à propos de la véritable ratonnade qui s'était soldée par l'assassinat d'un jeune de la ville dans une cité balnéaire, les jeunes beurs de la cité Fafet ne laissèrent pas passer sans réagir l'attaque policière contre un local où était fêté un anniversaire; aux jets de grenade lacrymogène ils répliquèrent par des jets de pierre qui obligèrent les CRS à se replier, avant de revenir plus nombreux. Les affrontements se répétèrent pendant deux nuits. Plein de morgue le préfet se répandit sur les chaînes de télé pour affirmer que la version des familles sur l'agression gratuite des policiers était une «fable» et qu'en réalité les policiers avaient été attaqués par des voyous.

Malheureusement pour lui, un habitant de la cité avait enregistré les événements sur une vidéo-cassette; les téléspectateurs purent ainsi avoir la démonstration irréfutable que c'était la version policière et préfectorale qui était une fable. Le préfet déclara alors publiquement que ses subordonnés lui avaient menti, la compagnie de CRS fut mutée, l'Inspection Générale des Services assura qu'une enquête allait être ouverte et que des «sanctions» seraient prises s'il y avait eu faute. Les «commentateurs» attirés de la presse bourgeoise purent alors adresser leurs louanges à l'attitude «courageuse» et «inhabituelle» du préfet qui n'avait pas hésité à reconnaître qu'il y avait eu «bavure» policière.

Il y a effectivement quelque chose d'inhabituel dans cette affaire: le fait qu'un préfet ou un responsable quelconque des forces de répression soit aussi clairement pris en flagrant délit de mensonge. Mais nous nions absolument que l'attitude des CRS soit une bavure; c'est au contraire leur attitude

courante, habituelle et prévue, de harceler, d'intimider, d'effrayer les jeunes et la population des quartiers populaires. Dans le jargon policier on appelle ça une mission de «sécurisation» de la population. C'est précisément à une telle mission qu'était affectée la compagnie de CRS incriminée. Les porte-paroles officiels affirment maintenant que cette compagnie a outrepassé ses ordres; mais qui pourrait croire à la possibilité que quelqu'un donne des ordres écrits stipulant d'aller dans telle rue pour y matraquer quelques jeunes? C'est en fait la logique de ces actions répressives d'intimidation et de harcèlement de la population de déboucher sur des matraquages, des passages à tabac, des interpellations. La plupart du temps ce sont des individus isolés qui en sont victimes et les réactions des habitants et des jeunes n'ont pas le temps ou l'occasion de se matérialiser, sinon dans un sentiment de crainte devant la police. Et c'est ce sentiment de crainte qui est le but recherché (1).

Mais parfois ce n'est plus la crainte, mais la haine et la colère qui l'emportent et les jeunes, révoltés par une brimade particulièrement insupportable ou par un meurtre raciste, se sentent assez nombreux et assez forts pour tenir tête à la police: ce sont alors des émeutes qui éclatent «de façon inattendue» dans les quartiers. En 1994 on a dénombré en France pas moins de 28 émeutes urbaines, trois fois plus que l'année précédente. Ces «flambées de violence» inquiètent à juste titre les bourgeois, et les plus perspicaces d'entre eux estiment que la répression ne suffit pas et qu'elle peut même présenter le risque de mettre le feu aux poudres; ils essayent alors de mettre sur pied des mesures préventives sociales, avec des perspectives de lutte contre «l'exclusion» et pour l'«intégration». Les socialistes avaient développé à fond cette politique et ils avaient même institué un ministère des banlieues,

confié... à l'escroc affairiste Tapiel! Celui-ci ne devait pas apprendre aux jeunes prolétaires l'art de réussir dans les affaires, mais mettre en oeuvre ses talents d'illusionnistes.

Toute cette politique sociale est en effet fondamentalement une illusion. Les affrontements dans les banlieues ne sont que la conséquence des tensions croissantes dans toute la société. L'«exclusion», le chômage, la misère, ne sont pas des maladies ou des travers psychologiques que l'on pourrait guérir par quelques mesures sociales et un peu de bonne volonté politique. Ce sont les résultats inévitables du capitalisme qui est définitivement sorti de la période exceptionnelle de la forte croissance des années cinquante et soixante. Dans tous les pays les besoins du capital exigent de liquider les institutions sociales qui avaient été mises en place à cette époque de vaches grasses pour assurer la paix sociale, et exigent d'augmenter l'exploitation de la classe ouvrière.

Les événements d'Amiens et d'ailleurs ne sont pas une bavure isolée, mais ils sont destinés à se généraliser et à s'aggraver. La bourgeoisie le sait ou le devine et elle se prépare en conséquence. Les révolutionnaires doivent le savoir aussi. En laissant se lamenter tous les petits bourgeois apeurés, ils doivent saluer l'esprit de résistance des jeunes face à la répression parce que c'est sur ce sentiment spontané qu'il faudra bâtir demain les actions et les organisations de défense et d'attaque de la classe ouvrière toute entière.

(1) De la même façon lorsqu'un animateur de la radio branchée «Skyrock» se laisse à des commentaires approbateurs après la mort d'un flic lors d'incidents dans une banlieue de Nice, il est en phase avec l'état d'esprit d'une

bonne partie de la jeunesse prolétarienne. C'est pourquoi la police des ondes (le CSA) a réagi en censurant la radio. Et ce faisant elle a donné une leçon politique de première importance aux jeunes: la démocratie disparaît dès lors qu'on attende même en paroles aux agents de la bourgeoisie; on n'a moralement le droit de se féliciter de la mort d'êtres humains que lorsqu'ils ont été tués par des policiers et qu'il s'agit d'ennemis de l'Etat (voir entre autres l'affaire de la prise d'otage de l'Airbus).

A nos lecteurs

Ce n° 429 du «Prolétaire» couvre une période de 3 mois (novembre, décembre et janvier) bien qu'il soit publié fin janvier. Ce décalage est dû au grand retard pris par la sortie du n° précédent, dont nous prions nos lecteurs de nous excuser. La faiblesse de nos moyens financiers nous oblige toujours à jongler sur une corde raide et il arrive ainsi qu'on se casse la figure (c'est une image littéraire!). Le retard pris par la revue théorique en français et celle en espagnol est encore plus grand, mais nous espérons arriver enfin à le surmonter. Nous devrions également réussir à publier dans les prochains mois le volume n°10 des «Textes du Parti Communiste International», intitulé «Eléments de l'économie marxiste»; nous avons déjà publié un recueil d'articles du journal sur la Yougoslavie sous forme de «brochure Le Prolétaire» n° 20: «Ex-Yougoslavie: contre toutes les alternatives bourgeoises» (5 Ffranco).

Nous «profitons» de cette occasion pour réitérer l'appel à nos lecteurs pour qu'ils contribuent généreusement à notre souscription permanente. L'argent est le nerf de la guerre, y compris dans la guerre des classes!

L'Embargo contre l'Irak

Plus de 4 ans et demi après le début de la crise du Golfe, l'embargo décrété contre l'Irak par les Etats-unis et leurs alliés persiste toujours en dépit de la défaite militaire irakienne. Tout le monde se souvient encore qu'à peine cent heures après le début de la bataille terrestre (mais après des jours et des jours de bombardement aérien), les américains acceptaient la reddition de l'Irak et cessaient les hostilités. Bien qu'elles en aient eu la possibilité, les forces de la coalition s'abstenaient de marcher sur Bagdad et d'en finir avec le régime de Saddam Hussein. Contrairement à la propagande assénée par les médias bourgeois dans le cadre des préparatifs de guerre, le but de celle-ci n'était en aucune façon de faire disparaître le régime baathiste irakien; non seulement ce régime avait déjà rendu de précieux services à l'impérialisme mondial pour le maintien de l'ordre (du désordre faudrait-il dire) contre-révolutionnaire dans la région - et donc pouvait en rendre encore à l'avenir - mais surtout il avait fait la démonstration de sa capacité à maintenir cet ordre bourgeois à son intérieur. Les stratèges de la coalition anti-irakienne ne craignaient rien tant qu'un effondrement du régime, débouchant sur une situation de «chaos» social qui aurait risqué de contaminer tous ses voisins.

C'est pourquoi, après leur avoir fait des promesses ou leur avoir fait miroiter les perspectives les plus riantes, l'impérialisme américain laissa tomber sans hésitation tant les populations chiïtes du sud que les cercles de l'opposition irakienne. Le cas des kurdes fut un peu plus délicat à traiter, mais dans ce cas aussi il n'a jamais été question pour l'impérialisme de reconnaître une quelconque indépendance du Kurdistan irakien; le «soutien» des impérialistes occidentaux aux kurdes d'Irak n'a eu d'autre but que d'empêcher l'exode de dizaines de milliers de réfugiés en Turquie avec toutes les conséquences perturbatrices que cet exode aurait eues sur l'équilibre politique de cet Etat déjà travaillé par de profondes tensions sociales et politiques. Il est possible de constater au passage à quel point était peu fondé le raisonnement de la soit-disant «extrême» gauche centriste selon lequel la véritable opposition prolétarienne à la guerre contre l'Irak devait comporter le soutien au régime irakien. En s'appuyant sur la constatation irréfutable qu'il n'était pas possible de mettre sur le même plan la coalition de la plupart des Etats impérialistes (en dehors de la Russie) et l'Irak (1), ils en arrivaient à la conclusion que cet Etat avait objectivement pris une position anti-impérialiste et qu'il devait donc être soutenu; en Irak même toute idée de défaitisme révolutionnaire devait être écartée au profit d'une union nationale contre l'ennemi.

Mais s'il y a là de l'anti-impérialisme, ce n'est que de l'anti-impérialisme bourgeois!

Il est vrai que ceux qui se veulent des communistes véritables ne mettent pas sur le même plan les Etats-Unis avec tous leurs alliés d'un côté et l'Irak de l'autre; nous n'étions pas indifférents au résultat de cette guerre et nous avons affirmé que la victoire plus que prévisible de la coalition serait la pire solution; non en raison d'un anti-impérialisme supposé du régime de Saddam Hussein, mais fondamentalement parce que ce serait une victoire supplémentaire de la bourgeoisie sur le prolétariat des pays de la coalition, un nouveau renforcement de la cohésion sociale contre-révolutionnaire dans ces pays; ensuite parce que ce serait une consolidation des capacités du gendarme international américain à intervenir pour défendre ce *nouvel ordre mondial* qui a pour but de surmonter l'instabilité croissante dans les relations internationales. De cette affirmation il ne doit découler en saine logique marxiste aucun soutien à un camp bour-

geois, même ultra minoritaire, contre un autre; la constatation faite il y a plus d'un siècle par Marx pour l'Europe occidentale que «*désormais les armées bourgeoises ne font qu'un contre le prolétariat*» s'étend aujourd'hui au monde entier. Donc de tous les côtés des affrontements entre camps bourgeois le mot d'ordre communiste est: indépendance de classe, rupture de l'alliance entre les classes et des fronts de guerre qui en sont l'expression suprême, union des prolétaires de tous les pays.

RIVALITES INTER-IMPERIALISTES AU SUJET DE L'EMBARGO CONTRE L'IRAK

L'embargo économique contre l'Irak est une mesure de type militaire destinée à faire plier le régime aux conditions des vainqueurs; elle a des conséquences désastreuses pour la population: le délabrement économique serait cause de milliers de décès chaque mois essentiellement parmi les enfants et les personnes les plus faibles, les médicaments et autres produits essentiels étant devenus hors de prix pour la majorité de la population, les structures sanitaires et de santé publique n'ayant pu être remises sur pied, etc. Par contre, comme toujours en pareil cas, elle permet un enrichissement rapide d'une mince couche de trafiquants et n'a que des conséquences négatives très limitées sur la classe dominante.

A ce titre le maintien de l'embargo doit être dénoncé sans hésitation par les prolétaires conscients. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les tentatives actuelles de mobilisation «anti-impérialiste» contre l'embargo correspondent directement aux intérêts de l'impérialisme français et de quelques autres. Depuis plusieurs mois, la France, la Russie et la Chine bataillent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour faire lever l'embargo, en s'appuyant sur le fait que l'Irak a satisfait aux conditions qui lui étaient imposées. Les Etats Unis et la Grande Bretagne y sont farouchement opposés. Les prix du pétrole sont à l'heure actuelle au plus bas et l'arrivée sur le marché de la production irakienne les ferait s'effondrer encore plus. La plupart des plate-formes pétrolières britanniques en mer du Nord cesseraient d'être rentables et le vieux capitalisme anglais verrait disparaître ce qui est devenu au fil des années une de ses sources les plus importantes de richesse. L'impérialisme américain a

lui aussi un intérêt direct à ne pas permettre l'écoulement du pétrole irakien en raison de sa propre production intérieure et de sa participation à la production et encore plus au raffinage et à la distribution du pétrole dans le monde. Les pays de l'OPEP et en particulier l'Arabie Saoudite (très liée aux Etats Unis), en proie à de graves difficultés financières, sont farouchement opposés à la levée de l'embargo. Des considérations géostratégiques viennent ensuite se greffer sur ce motif fondamental.

La manœuvre à grand spectacle déclenchée par les Etats-unis contre une supposée tentative irakienne d'envahir à nouveau le Koweït à la fin de l'année dernière - on sait aujourd'hui qu'il n'y avait là rien d'autre qu'une manipulation américaine (2) - avait pour but d'écartier toute perspective de mettre fin à l'embargo puisque démonstration était faite que l'Irak restait tout aussi agressif et dangereux. Il s'agissait en outre de profiter de l'occasion pour démontrer aux Etats de la région et d'ailleurs la toute-puissance américaine. Le gouvernement français a eu beau déclarer que les irakiens n'avaient rien fait de condamnable, il lui fallut participer à la mascarade militaire pour ne pas se mettre à dos l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe, clients potentiels des fabricants d'armes tricolores.

Cependant l'impérialisme français a hâte de renouer avec son partenaire traditionnel irakien, pour desserrer le monopole anglo-saxon sur le pétrole moyen-oriental, et pour participer à ce qui devrait être la juteuse affaire de la reconstruction de l'Irak. Selon un hebdomadaire: «*Depuis un an on ne compte plus les précontrats signés, confirmés, prorogés, prorogés avec les responsables irakiens (...). Dans cette course au contrat futur, certains, comme les russes - les plus gros créanciers de l'Irak - vont même jusqu'à livrer gratuitement du matériel agricole pour rester dans les bonnes grâces de leurs ex-partenaires. (...) Côté français, on manœuvre avec prudence: BTP, télécoms irakiens sont courtisés. Mais la priorité du pays reste la restauration de son industrie pétrolière: Total, dont l'Irak est le berceau historique, et Elf ont reçu la promesse d'exploiter de grands gisements. Chaque mois, les techniciens pétroliers français rendent visite à leurs homologues irakiens*» (3).

Ces alléchantes perspectives ont conduit l'impérialisme français à sortir un peu de sa prudence. Au début janvier le ministre des Affaires Etrangères irakiens a été reçu officiellement à Paris (il était déjà venu peu de temps auparavant négocier avec les autorités françaises, mais c'était alors un déplacement présenté comme étant «à titre privé» et pour des «raisons médicales») et une «section d'intérêts français» s'est installée à Bagdad dans les locaux de l'ex-ambassade de France réouverte pour l'occasion, mais sous drapeau... roumain! Pour se justifier auprès des américains, Paris avance que la reconstruction de l'Irak servirait à consolider l'«ordre» dans la région en reconstituant un contrefort solide face à l'Iran. Mais ces considérations n'ont pas atténué la colère américaine et les français après avoir essayé piteusement de se justifier, ont dû assister impuissants à la reconduction de l'embargo par le Conseil de Sécurité. Comme le notait mélancoliquement le journal cité plus haut: «*il faudra sans doute encore moult réunions de l'ONU avant que [les pétroliers français] puissent donner le premier coup de pioche*»...

L'impérialisme français a participé

à la guerre contre l'Irak et il est donc co-responsable des destructions et des tueries de cette guerre, comme il l'est de celles causées auparavant lors de la guerre Iran-Irak à laquelle il était mêlé au plus haut degré. Ensanglanté du sang de centaines de milliers de victimes de ces guerres, il cherche aujourd'hui sans vergogne à se réintroduire dans la région et à renouer avec l'Irak, tout en essayant d'établir de bonnes relations avec l'Iran (en fermant délicatement les yeux quand il le faut sur les assassinats commis par les tueurs du régime iranien); selon une habitude maintenant bien rodée il joue même la carte humanitaire de la levée de l'embargo pour alléger les souffrances de la population: la vague terroriste de répression actuelle en Irak contre le petit banditisme, avec amputations en direct à la télé des voleurs, est citée comme un argument pour lever au plus vite l'embargo!

Le premier devoir des prolétaires conscients est de ne pas lui faciliter la tâche en s'engageant dans des campagnes plus que douteuses; outre la «*Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak*», dont le président est le fameux ex-Evêque d'Evreux, Mgr Gaillot, les forces qui militent pour la levée de l'embargo comprennent un groupe parlementaire rassemblant quelques députés UDF et RPR, des politiciens de gauche dont Chevènement («*discrètement encouragé par Edouard Balladur*» selon «*Le Monde*») et ce qui reste du «*lobby irakien*»: pêle-mêle, le vice-président du Front National, la chambre de commerce de Paris, d'anciens militaires gaullistes, etc., qui s'empressent de servir de points d'appui aux secteurs intéressés du patronat français (4). Cette énumération suffit à démontrer que les prétentions «anti-impérialistes» affichées par certains militants de la «*Coordination...*» ne peuvent servir qu'à camoufler les visées de l'impérialisme français.

Au contraire les révolutionnaires doivent rappeler sans cesse que l'impérialisme français est un vieil ennemi des prolétaires et des masses de la région, comme son rival et compère anglais, avant que l'impérialisme américain assure sa prééminence; il a soutenu, il soutient et il soutiendra toujours tous les régimes les plus réactionnaires ou les plus répressifs qui s'y succèdent pourvu qu'ils lui donnent accès à des sources de profit supplémentaires. Même si ses intérêts entrent en contradiction aujourd'hui avec ceux de l'impérialisme américain tout-puissant, il faudrait être particulièrement obtus ou singulièrement hypocrite - et en tout cas totalement étranger aux positions prolétariennes - pour prétendre que les agissements de l'impérialisme français peuvent avoir une quelconque conséquence positive pour les populations exploitées de la région. Aucune union «anti-américaine» avec «notre» propre impérialisme, donc!

Les bourgeois irakiens peuvent bien se réconcilier avec les bourgeois français et oublier les morts, les blessés et les catastrophes de la guerre: les bourgeois font toujours bon marché de leurs victimes. Mais les prolétaires, eux, ne peuvent ni ne doivent rien oublier ni rien pardonner: unis par dessus les frontières, il leur appartiendra de régler tous les comptes et de venger toutes les victimes en détruisant le système capitaliste criminel qui depuis trop longtemps martyrise la majorité de l'humanité.

(1) Certains groupes d'«extrême

gauche» se lançaient dans de savantes analyses pour «démontrer» que l'Irak n'était pas impérialiste puisqu'il n'exportait pas de capitaux; c'était donc un Etat «semi-colonial» et la guerre de son côté était comparable à une guerre révolutionnaire anti-coloniale: ne pas soutenir le régime de Saddam Hussein revenait alors pour ces gens à adopter l'attitude social-chauvine, justement fustigée par Lénine, de ceux qui se refusent à soutenir les luttes révolutionnaires anti-coloniales contre leur propre impérialisme... L'escroquerie politique réside ici dans «l'oubli» du fait décisif que dans un cas nous avons un Etat bourgeois solidement constitué (et par ailleurs avec une forte tradition de répression contre les masses populaires); et dans l'autre nous sommes en présence de mouvements authentiquement révolutionnaires des masses exploitées - définis par le marxisme comme «*démocratiques bourgeoises*» ou «*nationalistes révolutionnaires*» parce que plusieurs classes y participent et que leur objectif social est de déblayer la voie au développement capitaliste -, même si le prolétariat y occupe une position subordonnée et si ces mouvements sont dirigés par des courants bourgeois. Et les bolchéviks et l'Internationale, avant leur fatale dégénérescence, précisaient bien que tout en soutenant ces luttes dans la mesure où il s'agissait réellement de luttes révolutionnaires, les communistes devaient refuser le moindre soutien politique à leurs directions et devaient travailler au contraire à l'indépendance politique et organisationnelle du prolétariat; avec la perspective qu'il se mette, si possible, lui-même à la tête des masses opprimées, dépassant alors les limitations de toutes sortes imposées par leurs anciennes directions bourgeoises ou petites bourgeoises, de façon à se mettre dans les meilleures conditions pour aller vers sa propre révolution. Le développement du capitalisme et son extension au monde entier, y compris par de grandioses mouvements révolutionnaires, au cours du demi-siècle qui a suivi, font qu'il n'existe plus aujourd'hui de possibilité de révolutions de ce type; historiquement l'ère de la révolution populaire bourgeoise a définitivement cédé la place à l'ère de la révolution prolétarienne.

(2) L'hebdomadaire spécialisé américain «Aviation Week and Space Technology», proche des militaires américains en témoigne. «Le Monde» du 19/11/94 qui cite l'hebdomadaire, écrit que: «*Les précisions apportées aujourd'hui par A.W.S.T. renforcent l'opinion selon laquelle les Américains ont su tirer parti des circonstances pour empêcher un assouplissement de l'embargo imposé à l'Irak et se faire offrir un exercice grandeur nature de déploiement rapide à longue distance par l'Arabie Saoudite et le Koweït, ces deux pays ayant promis de rembourser partiellement les Etats-Unis.*»

(3) cf: «*Irak: les patrons français l'arme au pied*» in «Le Nouvel Economiste» n°979 (13/1/95).

(4) cf «Le Monde», 12/1/95.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE
DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-
VOUS, SOUSCRIVEZ !

Après la Géorgie, intervention militaire en Tchétchénie Impérialisme russe, hors du Caucase!

(Suite de la page 1)

société qu'il régent n'a pas changé?

Avant comme après la chute de l'URSS, ce sont bien les mêmes intérêts impérialistes qui inspirent l'action de l'Etat. Conquis par les tsars après les guerres acharnées du Caucase au XIXe siècle, les Tchétchènes furent déportés par l'URSS stalinienne, comme d'autres «peuples punis». Au cours des années trente et pendant la période de la collectivisation de nombreux troubles se produisirent en Tchétchénie qui était une région essentiellement agricole. L'historiographie stalinienne officielle les décrit comme la lutte réactionnaire des koulaks (paysans riches) pour conserver leurs terres. Il semble cependant que la propriété de la terre était relativement peu répandue, la majorité des terres étant sous le régime de la propriété collective d'un clan. Les troubles des années trente ont probablement eu comme origine la résistance à l'imposition de l'autorité de Moscou. Les difficultés à établir cette autorité peuvent se lire également dans les épurations et les vagues de répression qui frappèrent au cours de ces années le parti et les organes administratifs, souvent accusés de s'être montrés «passifs» contre les «bandits, les koulaks et les éléments anti-soviétiques». A la fin des années trente et au début des années 40 des groupes armés existaient dans les montagnes. Pendant la mobilisation et lors de la deuxième guerre mondiale, le nombre de désertions semble avoir été important. La déportation des Tchétchènes (et des Ingouches, peuple habitant la même région) ainsi que d'autres peuples du Nord-Caucase, au début de 1944, officiellement pour punir la population de sa collaboration avec l'armée allemande, fut donc causée par le désir de mater une bonne fois une population trop rétive et d'accélérer la russification d'une région stratégiquement importante et où, de plus, se trouvaient des gisements de pétrole non négligeable.

Ces déportations se situaient tout-à-fait dans la tradition tsariste: au milieu du dix-neuvième siècle les armées impériales tsaristes avaient déporté ou fait fuir 100.000 Tatars de Crimée et peut-être 500.000 Caucasiens avec l'objectif de les remplacer par des colons russes; cet exode provoqua de très nombreuses victimes et ne fut que partiellement couronné de succès, car les paysans russes furent moins nombreux que prévus à s'établir dans cette région et au fil des années des dizaines de milliers d'indigènes revinrent sur leurs terres. La différence est que les déportations de l'ère «soviétique» ont pu compter sur les moyens modernes qui permirent de réaliser en quelques mois et à une plus grande échelle, ce que le tsarisme avait mis des années à accomplir: 40.200 wagons furent utilisés au cours de l'automne 43 et au début de 44 pour transporter dans les «zones de peuplement spéciales» d'Asie les populations indigènes du Nord-Caucase et les Tatars, soit plus d'un million de déportés dont la moitié au moins était des enfants de moins 16 ans. La misère des populations déportées et les très mauvaises conditions de vie dans ces régions eurent des conséquences désastreuses: le nombre des victimes a

été estimé à plusieurs centaines de milliers...

Lorsque Kroutchev en 1956 dénonça les crimes - attribués à la mafaisance du seul individu Staline - du régime et en particulier la déportation de peuples entiers, il fit silence sur le cas des Tchétchènes (comme sur celui des Allemands de la Volga et des Tatars de Crimée). Cependant les Tchétchènes revenant chez eux de façon croissante depuis la mort de Staline malgré tous les efforts pour les en dissuader, les autorités durent s'y résigner; plus chanceux que les Allemands de la Volga (qui durent attendre le rapprochement avec l'Allemagne inauguré par Gorbatchev) et que les Tatars (dont la situation en Crimée n'est toujours pas régularisée à l'heure actuelle), ils furent «réhabilités» et leur République reconstituée en 1957, sans que pour autant on songe à de quelconques indemnités pour les épreuves subies (1).

* * *

L'intervention en cours de la démocratie Russie s'inscrit donc dans cette sinistre tradition; il ne s'agit sans doute plus de déporter toute une population, mais de mettre au pas une région qui défie ouvertement le pouvoir central. Dans leur lutte pour accéder au pouvoir les «démocrates» par la bouche d'Eltsine avaient appelé les populations allogènes à s'emparer du maximum d'autonomie possible et avaient noué une alliance avec leurs représentants. Le général Doudaev, aujourd'hui chef de la Tchétchénie, soutenait Eltsine et lui avait fourni ses gardes du corps (au point que les conservateurs accusaient Eltsine de s'être allié avec la «mafia tchétchène»). Mais par la suite Doudaev, élu à la tête de la Tchétchénie, refusa de rester à l'intérieur de la Russie et proclama l'indépendance du pays qu'il transforma en une espèce de zone franche avec probablement des appuis en Russie même. Mais le capitalisme russe ne pouvait pas s'accommoder d'une République Tchétchène indépendante, à cause d'abord de l'importance économique de la région, par où passe le pétrole d'Azerbaïdjan. Selon un hebdomadaire économique russe: «*Il faut se souvenir que l'été dernier, la Russie a entamé la deuxième phase des privatisations (...). Des personnalités importantes disposant d'une énorme influence politique et d'un gros capital de départ ont alors pris place à la table de jeu et ont misé gros. Les gagnants devaient obtenir les morceaux les plus juteux de notre économie, notamment du secteur pétrolier. (...) Dans la réalité, entre les nouveaux possesseurs et le pétrole se dressait le général Doudaev. (...) C'est visiblement à cette époque que le plan de récupération de la Tchétchénie a été élaboré, un plan relativement modéré, conjuguant le «bâton» de l'opposition et la «carotte» offerte directement par Moscou. Cependant au mois de novembre les premières actions du complexe pétrolier et gazier tchétchène sont apparues sur le marché des valeurs occidentales. Et, nouvelle coïncidence étrange, au même moment le pan anti-Doudaev «modéré» s'est transformé en offensive dure. Certains experts proches de la «table de jeu» pensent que ce brusque virage pourrait être dû au fait que*

Doudaev se serait montré trop peu conciliant sur le plan financier (et non politique!) et que les détenteurs des actions nouvellement apparues en Russie et à l'étranger ont été trop exigeants et trop pressés» (2).

En plus de ces conflits d'intérêts économiques brûlants, l'intervention en Tchétchénie se situe dans le cadre de la reprise en main par l'impérialisme russe de ses régions limitrophes ou périphériques, qui est en cours depuis quelque temps dans les Républiques asiatiques sans soulever de protestations, après avoir été accomplie en Géorgie et être en cours de réalisation en Azerbaïdjan. De plus une intervention en Tchétchénie était a priori populaire en Russie où existe un véritable racisme, attisé par le pouvoir, contre les Caucasiens (appelés les «noirs»), accusés d'être responsables du banditisme et de l'insécurité qui ne cessent d'augmenter à mesure que croît la misère. Une opération rapide et victorieuse, à l'image de l'opération militaire américaine à Panama, aurait considérablement renforcé l'autorité du gouvernement aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan des relations internationales. Elle aurait en outre renforcé le prestige du haut commandement militaire, impliqué au plus haut niveau dans des affaires de corruption.

Mais c'est l'inverse qui est arrivé. Alors que Doudaev était fortement contesté en Tchétchénie, surtout depuis son véritable coup d'Etat qui l'avait vu dissoudre le parlement, réduire l'opposition au silence, jouer la carte de l'intégrisme musulman et accaparer la totalité du pouvoir, l'attaque brutale des troupes russes, marquée par des bombardements indiscriminés des civils pour terroriser la population, a réveillé de sinistres souvenirs et suscité au contraire une indignation générale et, semble-t-il, une véritable mobilisation populaire. D'autre part la résistance inattendue des tchétchènes a mis en évidence la démoralisation de l'armée russe, qui s'est manifestée par des refus d'obéir aux ordres et des désertions, et l'incurie de son commandement; elle a accentué les guerres de clans qui font rage parmi les cercles dirigeants russes, et qui s'expriment maintenant publiquement dans la presse, réduit comme une peau de chagrin la base politique du gouvernement et de façon générale affaibli le gouvernement.

Mais dans la crise politique russe qui est née de la guerre tchétchène, le pouvoir moscovite peut compter sur l'appui des impérialismes occidentaux: un effondrement de la Russie sous les coups des forces centrifuges qui travaillent serait un coup terrible pour la stabilité du capitalisme mondial. Mais son atout le plus précieux reste encore la paralysie du prolétariat de Russie, assommé par la crise économique et complètement désorienté par des décennies de contre-révolution pendant lesquelles le marxisme et le communisme lui ont été présentés comme la justification de son exploitation et de son oppression.

Si la guerre en Tchétchénie ne peut donc fournir l'occasion de la manifestation d'une opposition résolue de la classe ouvrière à l'Etat et aux classes dirigeantes russes, elle pourrait au moins contribuer à une désillusion sup-

Devant les événements d'Algérie, L'exigence de l'unité prolétarienne

nancier. La France a pu obtenir de ses partenaires européens le déblocage de crédits à destination de l'Algérie et elle fait le forcing auprès du FMI pour que celui-ci fasse de même; il y aurait des contacts quotidiens entre les dirigeants français et la direction du FMI - dont le président est un français - à propos de la situation algérienne. Cet activisme français suscite d'ailleurs la grogne des américains (et, de façon plus discrète, des allemands et des anglais) qui contestent que le plan d'«ajustement économique» suivi par l'Algérie (et élaboré par les services du FMI) mérite autant de soutien que ne le disent les français et le président du FMI, et qui ne montrent aucun enthousiasme à soutenir le régime d'Alger.

En avril 1994, à la suite de l'accord sur les mesures économiques à suivre par le gouvernement (la plus spectaculaire avait été la dévaluation du dinar de 40%), le FMI avait accordé un prêt d'un milliard de dollars; en mars de cette année un nouveau prêt d'un milliard est prévu, sous réserve d'un examen par le FMI du bilan économique du pays depuis un an. La France elle-même a accordé des prêts de 6 milliards de francs (environ 1 milliard de dollars) pour financer les achats algériens de produits français (achats qui se sont élevés à 10,6 milliards de francs pour les dix premiers mois de 1994: la France n'est pas perdante dans l'affaire). Le FMI et la France soutiennent le «ré-échelonnement» (c'est-à-dire le renvoi à plus tard du paiement) de 5 milliards de dettes venues à échéance en 1994 et d'un milliard supplémentaire venant à échéance en 1995. Sous la pression française la Communauté Européenne a accordé à l'Etat algérien des prêts d'un montant de 400 millions d'écus (2,5 milliards de francs environ). Un contentieux sur les impayés de factures françaises a été partiellement résolu après l'octroi par Paris d'un prêt (sur 7 ans) pour payer la plus grande partie de ces factures.

La principale difficulté dans la question de la dette algérienne, dont le total est estimé à 25 milliards de dollars (150 milliards de francs), est constituée par la dette bancaire non garantie par des organismes d'Etat: environ 25 milliards de francs. Les 2/3 de cette dette sont dues à des banques japonaises (essentiellement pour le financement d'installations gazières). Mais reconnaissant que l'Algérie se trouve «dans la zone d'influence française» (1), elles ont laissé une banque française, la Société Générale, diriger les négociations du consortium des banques créditrices avec le Gouvernement algérien (2). Selon la presse financière, ces négociations ont pris la tournure d'un «véritable bras de fer» et se sont soldées, fin décembre, par un échec, les banques doutant de la crédibilité des chiffres et des prévisions économiques présentées par les algériens.

L'empressement du gouvernement français à venir au secours du régime algérien n'est pas motivé, on s'en doute, par un souci de compassion envers le peuple de ce pays comme l'assure le ministre des Affaires Etrangères, mais par le désir de protéger ses intérêts en Algérie. Premier partenaire commercial du pays qui est son plus important

client en Afrique, premier créancier, sans doute aussi premier investisseur (les investissements étrangers en Algérie sont estimés à 15 milliards de dollars et sont concentrés dans le pétrole et le gaz), l'impérialisme français a tout à craindre d'un changement de régime. L'opposition islamiste a en effet traditionnellement fait de la dénonciation et de la lutte contre le «parti français» l'un de ses thèmes de prédilection.

Mais l'impérialisme américain, lui, estime depuis longtemps qu'un régime islamiste serait le meilleur garant de la stabilité capitaliste en Algérie et il s'efforce de maintenir le contact avec les islamistes et de se démarquer de l'attitude française, imité en cela par les impérialismes allemands et britanniques. Paris qui a des raisons de soupçonner que cette attitude est surtout motivée par le désir de prendre sa place dans un pays qui est sur le point d'ouvrir largement ses ressources pétrolières aux investissements étrangers, s'efforce de convaincre les autres grands impérialismes de cesser toute «complaisance» envers le FIS et les islamistes.

Ce serait pourtant une profonde erreur de croire que les bourgeois français misent tout sur la survie de l'actuel régime, avec qui d'ailleurs les frictions prennent parfois un tour aigu: après l'affaire de l'Airbus, la presse algérienne pro-gouvernementale est ainsi pleine de rancoeur envers le gouvernement français et la presse algérienne est parsemée de «confidences» ou de «fuites» d'origine officielle mettant en cause les autorités algériennes.

Il est tout-à-fait certain que le gouvernement français essaye d'établir un contact avec les islamistes; et de leur côté le FIS multiplie les gages de bonne volonté: condamnation de la prise d'otages de l'Airbus et de l'assassinat d'étrangers, affirmation du refus de porter la guerre en France, opposition au port du voile par des lycéennes en France, etc. Le gouvernement français a salué la réunion de Rome entre le FIS, le FLN et le FFS, qui était une tentative de réintégrer les islamistes dans le système politique algérien et qui préconisait leur association au pouvoir.

SOLIDARITE AVEC LES PROLETAIRES ALGERIENS

Nous avons commencé par décrire l'attitude de l'impérialisme en Algérie parce qu'il en découle des conclusions sans équivoques pour le prolétariat français. «Notre» impérialisme est bel et bien partie prenante dans la guerre civile algérienne et à un degré encore plus élevé, dans l'exploitation du prolétariat algérien. C'est bien la raison pour laquelle nos bourgeois s'efforcent de dresser les barrières les plus infranchissables pour prévenir les contre-coups de la situation en Algérie; et ces contre-coups qu'ils redoutent ce ne sont pas seulement ni essentiellement des attentats, ou un afflux de réfugiés qui poserait des problèmes d'hébergement et de cohabitation, comme le disent les autorités responsables. Les contre-coups qu'ils veulent éviter à tout prix ce sont ceux qu'auraient sur la paix sociale et le consensus entre les

classes, la mobilisation et la mise en mouvement en réaction aux événements d'Algérie d'une partie du prolétariat de France, la partie la moins intégrée aux mécanismes de collaboration des classes, la partie la plus opprimée, la plus écrasée et donc celle qui est potentiellement la plus menaçante pour eux, les prolétaires d'origine algérienne et maghrébine. La domination du prolétariat passe en France par le contrôle de l'immigration et par l'oppression et la répression de la fraction immigrée du prolétariat.

Les barrières dressées par l'Etat bourgeois, ce sont d'abord les obstacles à la circulation des personnes entre les deux pays. Pour les membres de la Nomenklatura et de la bourgeoisie algériennes désireux de venir dans leurs appartements des beaux quartiers parisiens, il n'y aura pas de problèmes. Mais pour les autres, qu'ils soient des réfugiés politiques ou de simples parents désireux de visiter leur famille résidant en France, sans parler des «touristes», la venue en France devient pratiquement impossible. Un nouvel accord en ce sens a été encore passé entre les deux gouvernements en novembre; il est accompagné d'un «protocole confidentiel» par lequel l'Algérie s'engage en plus à accepter de recevoir des expulsés, même si la preuve de leur nationalité algérienne n'est pas établie: autrement dit elle s'engage à recevoir des «beurs» expulsés même s'ils ont en fait la nationalité française... Démonstration par a + b que la fameuse «intégration» que l'on fait miroiter aux yeux des immigrés et de leurs enfants n'est qu'un leurre et les fameuses garanties juridiques un chiffon de papier! Sur le même registre il faut citer la nouvelle loi qui punit de prison celui qui aide un étranger en situation irrégulière à pénétrer ou à rester en France. L'une des premières inculpées a été une française accusée d'aider... son mari en situation irrégulière! La presse a cité plusieurs cas de femmes refoulées parce que leur bébé n'avait pas la nationalité française... Ces cas grotesques ne relèvent pas d'aberrations bureaucratiques, mais ils participent à la création d'un climat d'intimidation qui doit dissuader «spontanément» à venir en aide à ses proches: l'immigration «clandestine» emprunte très souvent des canaux familiaux.

Les barrières ce sont ensuite toutes les campagnes gouvernementales contre les étrangers, y compris la campagne contre le port du voile islamique, dont le but réel et conscient est l'aggravation de la coupure entre français et immigrés, la généralisation du racisme ou en tout cas de l'hostilité envers ces derniers et le renforcement de l'union entre tous les français, quelle que soit leur classe sociale, face à cette communauté étrangère désignée comme suspecte dans son ensemble. C'est aussi le renforcement de l'état d'exception de fait auxquels sont soumis les travailleurs et la population étrangère, le renforcement des tracasseries policières et administratives, le flicage des quartiers, etc.

Toutes ces barrières ne sont pas seulement une arme défensive de la bourgeoisie contre des troubles venus d'Algérie. Elles représentent aussi une arme offensive contre tout le prolétariat en France. Car en divisant le prolétariat entre français et algériens (et plus généralement entre français et étrangers), elles le paralysent encore davantage et accentuent sa faiblesse face au capitalisme. Comment les travailleurs pourraient-ils trouver le force de lutter contre les patrons et contre l'Etat, s'ils sont irrémédiablement divisés entre eux?

L'union entre les prolétaires par delà les nationalités ou les races est une

nécessité vitale même pour la lutte quotidienne de résistance à l'exploitation capitaliste. La solidarité des travailleurs français envers leurs camarades immigrés est donc un besoin objectif élémentaire pour la défense de leurs propres intérêts immédiats.

Cette solidarité ne peut s'arrêter aux frontières de l'hexagone. Elle doit s'étendre à la solidarité de classe envers les prolétaires qui sont en particulier soumis au joug de l'impérialisme français, car c'est le même ennemi qu'ils ont à combattre, en plus de leur bourgeoisie.

C'est à travers cette solidarité sans failles que pourront se constituer les meilleures conditions de la lutte prolétarienne et renaître demain les réseaux organisationnels du futur parti international et se transmettre les influx des luttes prolétariennes d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre.

Voilà ce que redoute la bourgeoisie et ce qu'elle entend à l'avance empêcher. Voilà donc ce à quoi il faut viser et ce pour quoi il faut travailler!

- NON AUX DIVISIONS ENTRE PROLETAIRES!

- NON AUX LOIS PASQUA ET A TOUTE LA LEGISLATION ANTI-IMMIGRES!

- NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION, OUVREMENT DES FRONTIERES!

- SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES PROLETAIRES ALGERIENS!

(1) cf «Le Monde» 10/1/95

(2) cf «Financial Times», 13/9/94, qui ajoute que les banques japonaises ont voulu adopter un profil bas en raison des «incertitudes politiques en Algérie»: politique de protéger ses investissements en évitant autant que possible de se mouiller politiquement qui est celle adoptée en général par l'impérialisme japonais.

Les chiffres que nous citons sont tirés de la presse internationale des derniers mois.

(3) Les porte-paroles islamistes résident aux Etats-Unis, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Selon certains journalistes allemands, l'Allemagne aurait probablement conclu une sorte d'accord avec le FIS pour éviter d'être pris pour cible par le terrorisme. Une chaîne de télé allemande a révélé que les autorités laissaient agir un réseau de contrebande d'armes à destination des groupes islamistes algériens, bien qu'elles soient parfaitement au courant. D'autres informations ont fait état de contacts supposés entre les américains et ceux parmi les militaires qui sont prêts à s'allier avec le FIS. C'est pourquoi un communiqué attribué au GIA (la fraction la plus extrême des groupes armés islamistes) menaçant de s'attaquer aux intérêts américains, anglais et allemands si ces pays ne ferment pas leur ambassade en Algérie, apparaît particulièrement suspect car il fournit au bon moment une «preuve» à l'appui des thèses françaises: il a tout du «vrai-faux» communiqué à la Pasqua!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5e liste 1994

Alain: 500,00 / A.B.: 400,00 / Anonyme: 100,00 / A.B.: 600,00 / Aix: 50,00 / Roger: 1500,00 / Grenoble: 50,00 / Grasse: 250,00 / Maisons-Alfort: 50,00 / Franck: 200,00 / Paris: 700,00

Total liste: 4400,00F

Total général 1994: 17488,00 F

Algérie: Les accords de Rome ne sont pas une solution pour les prolétaires

Au début du mois de janvier à Rome une partie de l'«opposition», après une assez longue négociation, s'est mise d'accord sur une «plate-forme pour une solution politique et pacifique de la crise algérienne». Le terme «opposition» n'est pas vraiment exact, puisque l'un des participants était l'ancien parti gouvernemental unique, le FLN. Même si le FLN, en pleine déliquescence, est délaissé par les autorités de l'état d'urgence, il fait néanmoins toujours partie de la famille politique dirigeante de l'Algérie. Les autres partis présents étaient le FFS d'Aït Ahmed, le MDA de Ben Bella, la Ligue des Droits de l'Homme d'Ali Yahia (à ne pas confondre avec sa concurrente pro-gouvernementale), le parti islamiste modéré Ennahda, le parti trotskyste «lambertiste» PT (1) et le FIS.

Les accords de Rome sont un véritable événement politique, car ils consacrent pour la première fois depuis le coup d'Etat qui l'a empêché d'accéder au pouvoir, l'association du parti islamique dissous, le FIS, à un regroupement des partis les plus représentatifs sur le plan électoral pour une alternative politique globale. Même le G.I.A. (le Groupe Islamique Armé, l'organisation militairement la plus active, responsable de l'appel au boycott de l'Ecole, qui a revendiqué l'assassinat des étrangers, la prise d'otages de l'avion d'Air France, etc.), a affirmé son soutien à ces accords, en demandant seulement l'interdiction des partis communistes et athées et le jugement des chefs militaires responsables de crimes, et en se déclarant prêt à arrêter la lutte armée si ces accords étaient respectés (le représentant du FIS présent à Rome en l'absence de Kébir, le porte-parole habituel qui n'avait pu faire le déplacement depuis l'Allemagne, est d'ailleurs parfois présenté comme membre du GIA): cela représente un recul indéfinissable par rapport à son objectif affiché auparavant de lutte armée jusqu'au renversement de l'Etat actuel et l'instauration d'un Etat islamique.

Les accords de Rome appellent à la constitution d'une «Conférence Nationale» sur le style de celles mises sur pied par l'impérialisme français dans ses anciennes colonies. Cette Conférence, «dotée de pouvoirs réels», devrait définir le cadre d'une période transitoire qui déboucherait sur des élections et elle serait «composée du Pouvoir effectif (sic!) et des forces politiques représentatives». Les accords affirment que la négociation doit se baser sur les principes de la «restauration de l'Etat algérien souverain démocratique et social dans le cadre des principes de l'Islam» le «respect de la Constitution de 1989», la «reconnaissance de l'Islam, de l'arabité et de l'amazighité» (berbérisme) comme les «éléments constitutifs de la personnalité algérienne», «la non-implication de l'Armée dans les affaires politiques, le retour à ses attributions constitutionnelles de sauvegarde de l'unité et de l'indivisibilité du territoire national», ainsi que le respect de la démocratie, la liberté de la presse, l'arrêt de la répression, la libération des islamistes, l'arrêt des attentats, etc.

En somme la situation actuelle en Algérie ne serait qu'un malentendu qui pourrait se dissiper avec de la bonne volonté: les participants aux négociations de Rome réclament en fait le retour à la situation d'avant le coup d'Etat

comme si rien ne s'était passé...

Cette plate-forme est en elle-même une victoire politique pour les autorités (et celles-ci, tout en condamnant avec virulence les négociations de Rome, les avaient rendu possibles en fournissant aux chefs du FIS assignés à résidence une liaison téléphonique permanente avec les négociateurs). Ses «opposant», y compris les plus «extrémistes», reconnaissent de fait la légitimité du «Pouvoir effectif» et appellent à une réconciliation nationale sur les bases politiques qui sont celles de l'Etat algérien, avec en plus la reconnaissance du fait berbère, mais sévèrement tempéré par le rappel du rôle de l'Armée dans le maintien de l'«unité» nationale (avertissement à ceux qui songent à un fédéralisme). En bonne logique le pouvoir dispose donc de toutes les cartes pour persévérer dans son attentisme politique en attendant de nouvelles concessions, ou pour s'engager dans un processus de négociation au cas où la situation militaire se détériorerait.

L'irréalisme fondamental de la plate-forme de Rome se constate au fait que les seuls moyens d'action qu'elle cite sont une «campagne d'information auprès de la communauté internationale» et le lancement d'une «pétition internationale pour appuyer l'exigence d'une solution politique et pacifique» (contribution typiquement lambertiste aux accords). Cet irréalisme tient à ce que les négociateurs, politiciens bourgeois responsables jusqu'au bout des ongles, redoutent que la situation en Algérie débouche sur une explosion sociale. Ils savent qu'ils ont besoin de l'armée dans cette hypothèse pour eux cauchemardesque: c'est pourquoi ils essayent de la convaincre qu'elle se trompe de méthode et que l'état de siège est inutile, et qu'elle risque de mettre en péril tout le système bourgeois.

Le prolétariat algérien ne peut rien attendre de bon des politiciens de Rome. Il souffre aujourd'hui de ce que lui impose le capitalisme à l'aide de la répression bestiale et terroriste des forces armées: un chômage qui atteint officiellement 27% de la population active (58% chez les moins de 30 ans) et beaucoup plus en réalité, et qui va encore augmenter: des centaines de milliers de suppression d'emplois sont prévues dans le cadre de la restructuration des entreprises d'Etat déficitaires, alors que le nombre d'emplois que crée l'économie est inférieur au nombre de jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail (en 1994 l'économie qui devait connaître, selon les prévisions des «experts», une expansion de 3% en conséquence des orientations libérales mises au point par le FMI, a en réalité stagné). Des salaires réels en baisse constante (augmentation des salaires nominaux de 20% en fin d'année, alors que l'inflation est proche de 30% par mois) quand ils sont payés (les 86 employés de la MUNATEC de Tipaza n'ont pas été payés depuis 6 mois et ils sont menacés de licenciement chaque fois qu'ils demandent leur paiement - exemple qui n'est pas unique). Des denrées de première nécessité introuvables ou hors de prix. Des services sociaux et de santé en pleine déliquescence, des logements dégradés, exigus et en nombre insuffisants, etc., etc.

Et par dessus tout ça un climat d'insécurité provoqué avant tout par le terrorisme d'Etat, avec le couvre-feu,

les barrages policiers, les exécutions collectives de présumés islamistes ou d'amis d'amis de présumés islamistes, les expéditions punitives dans les quartiers populaires, les cadavres des victimes, souvent la tête coupée ou affreusement torturées, laissées bien en évidence: des dizaines de milliers de victimes depuis deux ans, des dizaines par jour qui sont loin d'être toutes des islamistes (2).

En réaction, la sympathie de beaucoup, surtout chez les jeunes et les chômeurs, va vers les islamistes qui offrent une perspective de lutte directe et de changement radical devant cette situation invivable.

Mais cette solution est précisément réactionnaire sans perspective réelle. En effet si les attentats islamistes constituent indéniablement un facteur de crise, l'islamisme en tant que tel rend service au capitalisme, en détournant les énergies et la colère dans des impasses sanglantes et mortelles qui confinent parfois au simple banditisme. En l'absence de l'islamisme, les formidables tensions sociales provoquées par la crise du capitalisme algérien auraient pu s'exprimer sur le terrain de la lutte ouverte des opprimés contre le capitalisme, sur le terrain de l'affrontement collectif avec l'Etat bourgeois. L'affrontement islamistes-forces de répression est, à l'heure actuelle, et dans la mesure où il n'atteint pas une intensité trop élevée, le seul mécanisme qui permet au capitalisme algérien de gérer l'offensive générale qu'il mène contre la classe ouvrière et tous les exploités afin de restaurer sa santé défallante.

Les rêves typiquement petit bourgeois d'établissement d'une démocratie libérale et de la pacification du pays par la réconciliation générale sont aujourd'hui et pour l'avenir prévisible rien d'autre qu'une chimère.

La seule issue à la situation qui existe actuellement, ou à une éventuelle association de secteurs islamistes au pouvoir qui ne ferait qu'accentuer encore la pression sur la classe ouvrière, réside dans le déclenchement de la lutte prolétarienne sur le terrain de classe, d'abord pour la défense des conditions de vie et de travail des masses. Cette possibilité est beaucoup moins utopique que la perspective bourgeoise dessinée à Rome; des conflits éclatent tous les jours (dernier exemple en date: la grève illimitée des 105 travailleurs de l'EMIRA à Bouira déclenchée le 2 janvier). Mais la voie suivie par les bonzes syndicaux de l'UGTA, qui viennent de tenir leur Congrès, vise à empêcher l'entrée en lutte massive et générale des prolétaires, même et surtout quand elle joue la comédie de l'intransigeance face au gouvernement et au patronat.

Il faudra donc que la classe ouvrière en Algérie aussi reconstitue ses organisations économiques classistes pour que sa lutte ne soit pas trahie par l'opportunisme syndical; tout ceci ne se fera pas en un jour, et implique que les militants d'avant-garde y travaillent sérieusement sans tomber dans l'erreur de trouver des raccourcis commodes du côté des illusionnistes bourgeois. Il n'y a pas d'autre voie!

(1) Il s'agit du «Parti des Travailleurs» dirigé par Louisa Hannoun,

liée au PT français. Sa présence dans ce rassemblement n'a rien d'étonnant pour ce parti qui a déjà fait la preuve de sa nature petite-bourgeoise.

(2) Les chiffres avancés le plus souvent font état de 20.000 morts en 2 ans, et de 500 à 800 par semaine.

Impérialisme russe, hors du Caucase!

(Suite de la page 5)

plémentaire vis-à-vis des démocrates bourgeois et des nationalistes, et donc contribuer à ce que des noyaux prolétaires essayent de renouer avec les traditions anti-chauvines et classistes des bolchéviks. Cette direction est la seule qui permettra, sinon de sauver Grozny de la destruction, du moins, à terme, de mettre fin aux méfaits de l'impérialisme russe et à ses guerres meurtrières dont l'actuelle risque fort de ne pas être la dernière.

(1) cf. A. Nekritch, «Les peuples punis», Ed. Maspero 1982.

(2) cf «Vek», traduit dans «Courrier International» n°218 (5/1/95). Nous ne sommes évidemment pas à même de vérifier la thèse de l'hebdomadaire; les informations disponibles en Occident indiquent que les gisements de pétrole tchéchène, en voie d'épuisement, n'ont plus qu'une production très limitée: 2,6 millions de tonnes produits en 1993 (0,2% du total de la Russie); il en va de même pour le gaz: 1.300 millions de m³ en 1992 (0,2% du total de la Russie). Les raffineries et autres installations pétrochimiques, prévues pour traiter le pétrole venu des autres régions productrices voisines, sont d'une importance nettement plus grandes; mais elles ne tournaient plus qu'à 25% de leur capacité en 1993 en raison des troubles croissants en Tchétchénie (selon «Le Courrier des Pays de l'Est» n°393, oct. 94).

Quoi qu'il en soit, l'article jette une lueur crue sur les mécanismes du pouvoir russe et ce que l'on sait rend plausible l'hypothèse de «Vek». A la suite de la «privatisation» la plus grosse entreprise russe est la société Gazprom, une entreprise géante produisant et vendant le gaz russe et qui détient 38% des réserves mondiales connues de gaz. Gazprom se prépare à vendre 9% de son capital à des investisseurs étrangers. Son ancien président n'est autre que le Premier Ministre russe actuel, dont le rôle dans l'affaire tchéchène n'est pas clair. Une autre entreprise géante créée lors des privatisations est la société productrice de pétrole Lukoil qui est partie prenante dans les affrontements autour du pétrole d'Azerbaïdjan: il s'agit d'obliger les Azéris d'une part à réserver une fraction notable de leur production pétrolière à des sociétés russes et d'autre part à faire passer leurs exportations de pétrole par des pipelines et des ports russes plutôt que par la Turquie. Mais les pipes-lines russes passent par la Tchétchénie...

Suisse: antiracisme par référendum

Dans la Confédération helvétique, la population étrangère résidente représente environ 18% des quelques 7 millions d'habitants, soit plus de 1 million et 250 milles personnes. Des tensions de caractère raciste il y en a toujours eu, mais la tendance est à l'augmentation. A ce référendum sur les lois antiracistes, auquel ne participait que le 45% des suisses ayant le droit de vote, le «oui» l'a finalement remporté. Reste le fait qu'au 54,7% de «oui» s'opposent les 45,3% de «non». Donc, pour autant qu'un tel vote puisse le signifier, une grande partie de la population tend à avoir pratiquement une position raciste (au 45,3% des «non» vient en outre s'ajouter une partie importante des quelques 55% des «ayants droit de vote» qui ne sont pas allés aux urnes), même si formellement les résultats du référendum indiquent qu'à partir de maintenant «dans la Confédération sera poursuivie pénalement quiconque offenserait publiquement, par la parole ou l'écrit, la dignité de race, d'ethnie et de religion».

Même dans les pays les plus ordés, civilisés et respectueux de la loi, a-t-on déjà vu que le droit écrit contre le racisme soit une réalité vécue quotidiennement jusqu'à en devenir une fraternité spontanée et naturelle? Si on

se réfère à l'Amérique du Nord, où se déroula une guerre civile sanglante pour abattre l'esclavage et avec lui le racisme, mais qui le transposa dans la fausse égalité entre les êtres humains, typique de la société bourgeoise; si on se réfère à la Suisse, terre de liberté dans laquelle les «exilés» du monde entier ont trouvé un «asile» - pour autant qu'ils ne deviennent pas trop gênants sur le plan diplomatique, politique ou social - ; ou si on se réfère à la France moderne, née d'une révolution qui écrivait sur ses banderoles «Liberté, Egalité, Fraternité»: jamais on a pu voir que de telles grandes paroles étaient mises en application dans les faits; et jamais on ne pourra le voir.

Le noir, le mulâtre, le nord-africain ou le tamoul, le méridional ou le mexicain, le musulman ou le juif, rencontrent et subissent le racisme une fois ou l'autre et d'une manière plus ou moins durable: c'est écrit dans l'histoire de la société de classe, et sous une forme plus élargie encore dans la société bourgeoise. De chaque pore de cette société suinte le racisme, la mise en ghetto, l'injustice, l'oppression, le manque à tous les devoirs, et aucune loi de cette société ne pourra changer et dépasser cette réalité. La vraie fraternité entre les hommes, la vraie solidarité ne pour-

ront pas être construites sur les lois du marché puisque celles-ci déterminent la discrimination, à commencer par celle du rapport entre le travail salarié et le capital; la vraie fraternité entre les hommes, la vraie solidarité se construit sur le terrain de la lutte contre le rapport salariat-capital, contre les classes qui détiennent la force dominante dans ce rapport, donc contre la classe bourgeoise. C'est sur le terrain de la lutte de classe, donc sur le terrain qui reconnaît ouvertement la discrimination et l'antagonisme entre les classes et qui combat la fausse égalité des droits, la fausse égalité entre exploités et exploités, que peut effectivement se réaliser la fraternisation des hommes qui vivent et sont contraints de vivre dans les mêmes conditions matérielles où que ce soit dans le monde, quelle que soit la couleur de leur peau, d'où que proviennent leur ethnie ou leur race, à quelque des innombrables religions du monde ils appartiennent.

Hors du terrain de la lutte de classe ouverte entre le prolétariat et la bourgeoisie il n'existe pas d'antiracisme, il n'existe que des formes plus ou moins virulentes, plus ou moins masquées et atténuées de racisme et plus particulièrement dirigées contre la race des ouvriers!

Lénine sur le chemin de la révolution (3)

(Suite de la page 1)

LE PRETENDU OPPORTUNISME TACTIQUE DE LENINE

Le point le plus délicat et le plus difficile quand on étudie la figure de Lénine concerne ses critères tactiques, que nous allons maintenant aborder. La tactique n'est pas une question indépendante de la doctrine, du programme et de la politique générale. C'est essentiellement pour cette raison que nous repoussons de toutes nos forces l'interprétation selon laquelle, dans la pratique, Lénine aurait fait des concessions fatales à une équivoque nécessité de souplesse, à une diplomatie cauteleuse et à ce que le boutiquier et le philistin appellent «réalisme». La vérité est que nul n'a su mieux que Lénine fustiger l'opportunisme dont Engels, comme s'il prévoyait les déviations bernsteiniennes, a dit qu'il consiste à sacrifier la vision et la préparation des buts finaux du programme au succès dans les petites questions quotidiennes, ce qui en constitue historiquement la première définition.

Le bourgeois insiste sur cette note fautive pour faire parade d'on ne sait quelle revanche sur l'«utopisme» stupidement attribué à Lénine et à son école. L'opportuniste fait de même pour des raisons analogues et l'anarchiste pour pouvoir prétendre que lui seul est

capable - quelle illusion! - de garder en toutes circonstances l'attitude intégralement révolutionnaire! Pour de multiples raisons, je ne peux exposer ici toute la question de la tactique communiste qui demanderait bien d'autres développements. Je me propose seulement de faire quelques observations sur la tactique et la manoeuvre politiques de Lénine et revendiquer ce qui est le véritable caractère de son oeuvre. Demain un débat de cette nature peut devenir de première importance, car il n'est pas exclu, et nous verrons pourquoi, que certains se mettent à invoquer un prétendu enseignement de Lénine qui, perdant de vue l'unité de son oeuvre, n'en serait que le travestissement. Entre le Lénine rigide et implacable des années de discussion et de préparation et celui des multiples réalisations révolutionnaires, il n'existe en effet selon nous pas la moindre discordance.

Ici aussi, il faut examiner la tactique de Lénine d'abord comme chef de la révolution russe, puis comme chef de l'Internationale. Il y aurait beaucoup à dire sur ce que fut la tactique du parti bolchévique avant la révolution. Nous avons déjà retracé son oeuvre programmatique et critique: il resterait à traiter son comportement à l'égard des partis voisins dans une série de situations contingentes qui précèdent la grande action autonome de 1917. Les communistes russes ne prennent jamais position sur les problèmes de la tactique internationale sans invoquer ces exemples, et c'est là sans aucun doute un matériel

très important dont il faut tenir exactement compte, ce qu'on ne manquera jamais de faire dans les débats de l'Internationale.

Limitons-nous à rappeler un épisode de première importance, qui provoqua à l'époque des dissensions parmi les camarades russes eux-mêmes: la paix de Brest-Litovsk de 1918 avec l'Allemagne impérialiste, voulue avant tout par la clairvoyance de Lénine. Constitue-t-elle un compromis avec le militarisme du Kaiser et des capitalistes? Oui, si l'on juge d'un point de vue superficiel et formel; non, si l'on applique un critère dialectique et marxiste: dans cette occasion Lénine dicta la véritable politique qui tenait compte des nécessités révolutionnaires suprêmes.

Il s'agissait de mettre en évidence l'état d'esprit qui avait provoqué le grand élan révolutionnaire des masses russes: sortir du front des guerres entre les nations pour renverser l'ennemi intérieur. Et il s'agissait de créer le reflet de cette situation défaitiste dans les rangs de l'armée allemande, comme ce fut fait dès le début avec la «fraternisation». L'avenir a donné raison à Lénine et non à ceux qui jugeaient superficiellement qu'on devait continuer la lutte contre l'Allemagne militariste sans se soucier ni des considérations à longue échéance programmatique, ni des considérations pratiques immédiates (pour une fois elles coïncidaient, ce qui n'est pas toujours le cas et rend alors la choix tactique difficile) qui démontraient la

IL COMUNISTA
No 43/44
Ott. 94 - Genn. 95

-Dal governicchio al governo, in Italia la salsa non cambia
-Termoli: i sabati del sindacato
-La formazione del Partito Comunista d'Italia
-IL NUOVO DISORDINE MONDIALE: dalla guerra fredda alla pace fredda, e in prospettiva la terza guerra mondiale
-Fascismo, espressione massima dell'unificazione della classe borghese
-Parlamentarismo, fascismo e tesi distorte
-CURDI: emancipazione del popolo curdo, o del proletariato curdo?
-La conferenza del Cairo sulla demografia
-Democrazia e fascismo: Qual è la lotta per il proletariato?

IL COMUNISTA
No 42 - Settembre 94

-Classe dominante, governo e lavoratori salariati nel prossimo futuro
-Pensioni? Ma quali pensioni?!
-A che punto è la crisi capitalistica mondiale?
-Sudafrica: dall'Apartheid all'Unione Nazionale
-Il fascismo, espressione massima dell'unificazione della classe borghese (Rapporto Bordiga sul Fascismo - IV° Congresso dell'I.C. - 1922)
-Dietro il «soccorso operaio alla Bosnia», l'azione a favore di uno dei campi borghesi
-L'Eurotunnel fa acqua
-Svizzera: antirazzismo per referendum

certitude de la défaite pour des raisons de technique militaire. Dans ses mémoires le général Ludendorff a déclaré que l'effondrement du front allemand, après une série de victoires retentissantes sur ses différents points et à un moment où la situation était techniquement bonne à tous égards, ne s'explique que par des raisons morales, c'est-à-dire politiques: les soldats n'ont plus voulu se battre. C'est que tout en parlant le langage diplomatique avec les envoyés du Kaiser, la politique génialement révolutionnaire de Lénine avait su réveiller sous l'uniforme du soldat-automate allemand, le prolétaire exploité et conduit au massacre dans l'intérêt de ses exploités.

Brest-Litovsk n'a pas seulement sauvé la révolution russe de l'attaque du capitalisme allemand, bientôt remplacé par les capitalismes de l'Entente dont la haine de la révolution n'était pas moindre; mais après que les bolchéviks aient gagné les quelques mois nécessaires pour faire de l'armée rouge un rempart invincible; Brest-Litovsk a déterminé en outre la défaite de l'Allemagne à l'ouest, imputée bien à tort à l'habileté stratégique des Foch ou des Diaz, de ces chefs militaires de l'Entente dont la guerre a démontré cent fois l'infériorité professionnelle.

Venons-en maintenant à l'argument sur lequel on insiste le plus pour présenter Lénine comme l'homme des compromis et des transactions: la Nouvelle Politique Economique russe.

Nous avons rappelé plus haut le caractère graduel et international des transformations économiques après la révolution prolétarienne, ainsi que la signification théorique et politique des rapports que les prolétaires industriels de Russie devaient logiquement établir avec les classes paysannes. Nos adversaires répliquent qu'au lieu d'une lente progression vers l'économie socialiste et communiste, il y a eu un véritable recul sur des positions dépassées, un rétablissement de formes purement bourgeoises et qu'on avait espéré abolir, enfin des concessions au capitalisme mondial à qui on avait déclaré une guerre sans merci. Cela démontrerait que Lénine et les communistes se seraient convertis à la pratique opportuniste qu'ils avaient bruyamment reprochée aux autres.

Nous soutenons au contraire qu'on ne peut parler d'opportunisme à propos de la N.E.P. En effet cette grandiose manoeuvre tactique a été conduite sans jamais perdre de vue les intérêts supérieurs de la révolution, sans jamais renoncer à la victoire finale sur les formidables et multiples résistances du capitalisme. Cela est prouvé par l'argumentation théorique de Lénine lorsqu'il la présenta, par son application pratique qu'il dirigea heure par heure jusqu'à il y a deux ans environ, et pour être clair, par la magnifique formulation que Léon Trotsky a donné au problème dans son puissant discours au IVe Congrès mondial. Le seul mot: Lénine, est une garantie de tout cela.

Dans une première période, le problème fondamental de la révolution russe a été la lutte militaire, qui continuait directement l'offensive révolutionnaire d'Octobre; il fallait en effet repousser la contre-offensive ennemie non seulement sur le front politique intérieur, mais sur tous ceux que les bandes blanches soutenues par les puissances bourgeoises petites et grandes avaient militairement organisées. Cette lutte épique que je n'ai pas à rappeler ici ne sera pratiquement terminée qu'à la fin de 1920. L'armée et la police rouges s'y comportèrent de façon si brillante et décidée que personne ne se hasarda à parler de compromis et de renoncement à la lutte. La politique du premier Etat ouvrier et paysan se fonde sur l'antagonisme mondial du prolétariat et du capitalisme et rien n'autorise jusqu'ici à supposer qu'elle perdra de sa décision quand cet antagonisme viendra à s'aiguiser de nouveau, ou pour mieux dire, à reprendre une forme militaire. Dans la période de la guerre civile, la construction du socialisme du socialisme apparaissait comme un problème secondaire. Ce qui importait, c'était d'une part d'empêcher le renversement des conquêtes politico-militaires du prolétariat et d'autre part de provoquer l'extension de la victoire de la révolution à d'autres pays. Au début de 1921, il est clair que s'ouvre une phase nouvelle où la révolution européenne, au moins momentanément, est comme renvoyée à plus tard face au phénomène général de l'offensive capitaliste contre les organisations prolétariennes, tandis que d'un autre côté les puissances bourgeoises renoncent à renverser par la force le régime des Soviets. Il ne s'agit plus seulement de vivre au jour le jour et, contre le danger d'une restauration bourgeoise

et tsariste de mener une lutte dont la nécessité soudait ensemble les différentes classes révolutionnaires. Il s'agit d'organiser, par des formules qui ne peuvent être que transitoires et contingentes, l'économie d'un pays comme la Russie où la force politique du capitalisme et des autres formes réactionnaires (comme la féodalisme agraire) ont été battues, mais où, après 7 ans de guerre, de révolution et de blocus, l'absence des conditions techniques, économiques et sociales, empêchent de songer à constituer un régime économique pleinement socialiste.

Sous le prétexte qu'on ne pouvait pas instaurer d'un coup l'économie communiste, fallait-il donc convoquer les représentants des hordes blanches vaincues et dispersées, et leur rendre le pouvoir pour qu'ils administrent le pays à la façon bourgeoise? Pouvait-on remédier aux difficultés de la situation en supprimant l'armée et le pouvoir révolutionnaires, et en faisant appel aux mystérieuses initiatives «libres» et «spontanées» du «peuple», comme disent les anarchistes sans comprendre que cela serait revenu à rendre le pouvoir aux blancs? Ce sont là des positions à laisser aux fous ou aux simples d'esprit.

L'analyse qui guide les bolchéviks et Lénine à leur tête vers la difficile solution est bien autrement claire et courageuse.

Dans la première période, les mesures économiques adoptées ne le furent pas pour elles-mêmes, mais pour briser la résistance de certaines classes et couches sociales. C'est ce que Lénine a appelé le «communisme de guerre». Sans s'arrêter à des demi-mesures, il fallut démolir de fond en comble le vieil appareil administratif de l'industrie russe qui, dans ce pays arriéré, était cependant très concentrée; on expropria non seulement les grands propriétaires terriens, mais même les propriétaires terriens moyens, parce qu'ils représentaient une couche anti-révolutionnaire à mettre hors de combat; enfin on monopolisa le commerce des grains, parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'assurer le ravitaillement des villes et de l'armée. Les nécessités politiques et militaires ne laissaient pas le temps de se demander si l'Etat prolétarien serait en mesure de remplacer les formes abolies par une organisation socialiste stable.

Cette période terminée, le problème économique venait au premier plan, et il fallut par conséquent le résoudre par des solutions nouvelles et différentes. La chose apparaît très claire aujourd'hui pour qui fait une analyse exempte de préjugés pseudo-révolutionnaires. Dans la société russe, dit Lénine, existent les formes économiques les plus variées: le régime agraire patriarcal, la petite production agricole mercantile, le capitalisme privé, le capitalisme d'Etat et le socialisme. La lutte n'est pas encore arrivée au niveau économique où se situe le passage du capitalisme d'Etat au socialisme; il s'agit plutôt de la lutte entre ce «capitalisme d'Etat» d'une part, et la «pieuvre» de l'économie paysanne petite-bourgeoise et le capitalisme privé d'autre part. Ce qu'est le capitalisme d'Etat indiqué par Lénine, Trotsky l'a bien expliqué dans le discours dont nous avons déjà parlé (qu'il faudrait publier en italien dans une brochure à grande diffusion). Il s'agit non pas d'une socialisation effectuée par l'Etat bourgeois, comme dans l'acception traditionnelle, mais d'une socialisation de certains secteurs

de l'économie effectuée par le pouvoir prolétarien, mais avec des réserves et des limitations qui équivalent à maintenir intact le contrôle politique et financier suprême de l'Etat tout en adoptant les méthodes de la «comptabilité commerciale» capitaliste.

En Russie l'Etat remplit donc des fonctions d'entrepreneur et de producteur, mais étant donnée l'arriération économique du pays, il ne peut pas être «le seul» entrepreneur comme ce serait le cas en régime «socialiste». Il doit donc renoncer à distribuer lui-même les produits et tolérer un marché de type bourgeois où on laisse agir le petit paysan, le petit entrepreneur industriel et, dans certains cas, le moyen capitaliste local et le grand capitaliste étranger, mais dans des organisations et des entreprises soumises au contrôle étroit de la république ouvrière et de ses organes correspondants.

Agir autrement, surtout dans le domaine agricole, n'aurait pu que paralyser toute possibilité de vie productive. L'agriculture russe était trop arriérée pour permettre une socialisation ou même une gestion étatique d'ampleur appréciable. Il n'y avait donc pas d'autre moyen d'inciter le paysan à produire que de rétablir la liberté du commerce des produits agricoles en supprimant les réquisitions de l'époque du «communisme de guerre» et en les remplaçant par le versement d'un impôt «en nature» à l'Etat.

Cette nouvelle orientation de la politique économique apparaît comme une sorte de retraite; mais cette retraite, dans le sens véritable qui lui est donné aujourd'hui, n'est qu'un moment inévitable de l'évolution complexe du capitalisme et du pré-capitalisme vers le socialisme: moment prévisible aussi pour les autres révolutions prolétariennes, mais évidemment d'une importance d'autant moins grande que le grand capitalisme sera plus développé et plus étendu le «territoire» de la victoire prolétarienne.

Il faut relever un autre danger que la N.E.P. a conjuré à temps: le «déclassement» du prolétariat industriel. Les difficultés de ravitaillement dans les grands centres avaient provoqué une migration des travailleurs urbains vers les campagnes. Celle-ci eut des conséquences non seulement économiques mais aussi politiques et sociales très graves: en retirant à la révolution et à ses organes leur base principale, la classe ouvrière des villes, elle compromettait les conditions essentielles de toute l'évolution future. Les mesures adoptées permirent de conjurer ce péril en relevant le niveau de vie, et aussi de combattre le fléau naturel de la disette qui était malheureusement venue s'ajouter à toutes les difficultés suscitées par l'adversaire.

Parmi les mesures qui caractérisent la N.E.P., on doit naturellement inclure l'établissement d'un *modus vivendi* économique et même diplomatique avec les Etats bourgeois. Aucune théorie sérieuse de la révolution ne peut prétendre qu'entre Etats bourgeois et prolétariens la guerre doit être permanente; cette guerre est certes un fait possible, mais l'intérêt révolutionnaire est de ne la susciter que lorsqu'elle peut favoriser l'éclosion d'une situation de guerre civile à l'intérieur des pays bourgeois, ce qui est la voie «naturelle» pour la victoire du prolétariat. Comme cela n'est pas possible du point de vue communiste, et que les Etats bourgeois ont de leur côté constaté l'impossibilité de susciter en Russie une révolte anti-

communiste, il n'est pas étonnant qu'il y ait une période de trêve militaire et l'établissement de rapports économiques dont le besoin concret est ressenti des deux côtés. Il serait parfaitement ridicule de réduire le problème à une question de répugnance pour certains contacts et certaines exigences d'éti-

quette. Les causes mêmes de la rupture de la Conférence de Gênes (1) démontrent que le gouvernement russe ne renonce nullement à ses principes et ne se prépare en aucune façon à revenir, même momentanément à l'économie privée, contrairement à ce qu'insinuent continuellement nos adversaires. En arrachant au capitalisme quelques uns de ses facteurs de la grande production, quitte à lui en payer le prix à l'aide des nombreuses ressources naturelles russes, on continue l'oeuvre théorisée par Lénine qui consiste à supprimer progressivement la petite entreprise industrielle, agricole et commerciale qui est le principal ennemi du prolétariat là où, comme en Russie, l'organisation de la domination politique du grand capital a déjà été mise hors de combat. Et la solution donnée au problème des rapports avec les paysans n'est aucunement entachée d'opportunisme. Des concessions sont faites sans doute au petit exploitant, mais personne n'oublie que si ce dernier représentait un élément révolutionnaire quand sa lutte contre le propriétaire foncier se soudait avec celle du prolétariat contre le capitalisme, dans la période ultérieure le programme ouvrier doit dénoncer et dépasser définitivement le programme paysan de l'alliance.

Après ces indications incomplètes, j'en arrive maintenant à la conception que beaucoup se sont forgés de la tactique préconisée par Lénine pour l'Internationale Communiste, et de ses vives critiques contre les critères tactiques de «gauche».

La méthode dont Lénine se sert pour examiner les problèmes tactiques et pour faire la théorie du «compromis» est pleinement satisfaisante. Mais je veux dire tout de suite qu'à mon avis la vaste tâche de l'élaboration de la tactique de l'Internationale avec cette méthode est rien moins que réalisée. Lénine a «épuisé» la question de doctrine et du programme, mais pas celle de la tactique. Il subsiste le danger que la méthode tactique de Lénine soit dénaturée au point de faire oublier ses prémisses programmatiques révolutionnaires: cela pourrait éventuellement mettre en péril la consistance même de notre programme. Il arrive trop souvent que certains éléments de droite de l'Internationale invoquent Lénine pour justifier des formes d'adaptation et de renoncement potentiel qui n'ont rien de commun avec la ligne lumineusement révolutionnaire et finaliste qui rassemble toute l'oeuvre grandiose de Lénine. Le problème est extrêmement grave et délicat.

Quelle est donc la critique fondamentale de Lénine contre les erreurs de «gauche»? Il condamne toute évaluation tactique qui au lieu de se réclamer du réalisme positif de notre dialectique historique et à la valeur réelle des attitudes et des expédients tactiques, se rend prisonnière de naïves formules abstraites, moralistes, mystiques, esthétiques, d'où surgissent à l'improviste des résultats complètement étrangers à notre méthode. Toutes les attaques con-

Lénine sur le chemin de la révolution (3)

(Suite de la page 9)

tre la phraséologie pseudo-révolutionnaire qui est arbitrairement mise à la place des véritables arguments marxistes, non seulement sont correctes, mais elles sont en outre parfaitement conformes au cadre général du gigantesque travail de restauration des véritables valeurs révolutionnaires accompli par Lénine, et dont nous essayons ici d'esquisser les traits généraux. Tous les arguments tactiques qui se fondent sur la phobie de certains mots, de certains gestes, de certains contacts, sur une prétendue pureté et immunité des communistes dans l'action, sont ridicules; ils constituent le stupide infantilisme combattu par Lénine, qui est le fruit de préjugés théoriques bourgeois de type anti-matérialiste. Substituer une petite doctrine morale à la tactique marxiste est une pure sottise.

Cela ne signifie pas que certaines conclusions tactiques soutenues par la gauche, et défendues par beaucoup à l'aide de ces arguments naïfs, ne puissent pas se représenter comme l'aboutissement d'une véritable analyse marxiste, débarrassée de toute velléité éthique et esthétique, et tout-à-fait prête à accepter, après examen, les exigences de la tactique révolutionnaire même quand elles manquent dans leur aspect immédiat d'élégance et de noblesse. Par exemple, dans les thèses tactiques du second congrès de notre parti (2), qui constituent une tentative dans ce sens, nous avons critiqué la méthode tactique du front unique des partis politiques, comme un organe permanent au dessus de ceux-ci; mais pour arriver à cette conclusion, nous n'avons jamais utilisé l'argument selon lequel il serait indigne pour des communistes de traiter avec des chefs opportunistes ou de s'approcher de leurs personnes. Je pense d'ailleurs qu'il faudrait remplacer le mot d'«opportuniste» à cause de ses relents moralistes. J'ai cité le problème non pour en discuter, mais seulement à titre d'exemple explicatif.

En tenant compte des derniers résultats de l'expérience tactique de l'Internationale, et du fait que depuis plus de deux ans Lénine n'en n'est plus l'animateur, nous avons le droit de soutenir que le problème doit être encore discuté pour arriver à une solution. Nous refusons de traduire le réalisme marxiste de Lénine dans la formule selon laquelle tout expédient tactique serait utile pour nos objectifs. La tactique influe à son tour sur celui qui l'applique, et il n'est pas possible de dire qu'un véritable communiste, mandaté par la véritable Internationale et par un véritable parti communiste, peut aller partout sans se tromper. Nous avons eu l'exemple récent, que nous citons en passant, du gouvernement ouvrier en Saxe (3). Le président de l'Internationale, justement scandalisé, a dû déclarer que le camarade désigné au poste de chancelier d'Etat s'était rendu prisonnier de la légalité au lieu de suivre la tactique révolutionnaire qui avait été décidée et d'organiser l'armement du prolétariat. Il s'est agi, a dit Zinoviev, non de propositions d'action

communiste, mais d'un respect purement germanique pour la chancellerie d'Etat. La phrase est forte, elle est digne de Marx (et peut-être est-elle de Marx lui-même), mais Zinoviev aurait dû se demander si la cause de l'insuccès résidait dans le caractère de ce camarade ou dans la tactique qui avait été choisie et qui se heurtait à des difficultés insurmontables.

«Elargir» au delà de toutes limites les possibilités de solutions tactiques ne finit-il pas par entrer en contradiction avec nos conclusions théoriques et programmatiques, elles-mêmes résultat d'un véritable examen «réaliste» contrôlé par une «expérience» ample et continue? Nous jugeons illusoire et contraire à nos principes une tactique qui s'imagine de remplacer le renversement et la destruction de l'appareil d'Etat - principe si vigoureusement démontré par Lénine - par la pénétration de cet appareil par on ne sait quel cheval de Troie avec l'illusion - véritablement pseudo-révolutionnaire et petite-bourgeoise - de le miner de l'intérieur. La situation, finie dans le ridicule, des ministres communistes saxons démontre qu'il n'est pas possible de s'emparer de la forteresse étatique par des stratagèmes qui excluent l'assaut frontal des masses révolutionnaires. C'est une grave erreur de faire croire au prolétariat qu'il existe de tels expédients pour aplanir les difficultés, pour lui «épargner» les efforts et les sacrifices. Avoir cru cela a provoqué ensuite une grave désillusion dans le parti allemand qui a eu des conséquences néfastes, même s'il est discuté qu'elle ait pu avoir la conséquence fatale de ne pas déclencher l'attaque générale directe à un moment où celle-ci aurait réussi (4). Maintenant les communistes allemands lancent le mot d'ordre de l'insurrection générale et de la dictature du prolétariat. Il fallait dire avant, que si les situations et les rapports de force sont très variables, et que dans beaucoup de cas il n'est pas possible de lancer ces mots comme formule immédiate, il est cependant démontré de façon irrévocable qu'il n'y a qu'une seule voie par laquelle il faut passer: «il n'y a pas de demi-révolutions, mais seulement des révolutions».

Beaucoup voudraient faire croire que la mentalité de Lénine consiste çà laisser toujours en blanc la page sur laquelle on doit écrire la tâche tactique du jour, en excluant toute généralisation. Tel serait le soi-disant réalisme «vraiment marxiste». On voit apparaître là un «vrai marxisme» qui pourrait bien devenir demain analogue au «vrai socialisme» fustigé par Karl Marx. Tout ce que nous savons de Lénine et de la synthèse colossale qui constitue son oeuvre, nous autorise à repousser cette falsification qui le ravale au niveau de l'opportunisme vulgaire contre lequel il a passé précisément sa vie à lutter. La tactique marxiste doit être exempte de préjugés provenant d'idéologies arbitraires et d'attitudes psychologiques introduites à la dérobée, elle doit se réclamer de la réalité et de l'expérience; mais cela ne veut pas dire s'abaisser à l'«éclectisme» bavard et paresseux, stigmatisé en son temps par une campagne du bolchevisme russe, et qui

dissimule la lâcheté petite bourgeoise des faux révolutionnaires. Notre réalisme et notre méthode expérimentale se refusent à toute abstraction idéologique gratuite, mais ils visent à atteindre dans l'élaboration de la conscience du mouvement, sur des bases rigoureusement scientifiques, une orientation unitaire et synthétique, non capricieuse et arbitraire, de la pratique quotidienne.

Nous affirmons que chez Lénine, la tactique, aussi libre de préjugés que possible dans le sens que moins que personne il se laissait guider par des suggestions sentimentales surannées ou des entêtements formalistes, ne se détourna jamais de la plate-forme révolutionnaire: c'est-à-dire de la coordination avec le but suprême et intégral de la révolution universelle. Et c'est cette coordination qui doit être précisée et clarifiée dans les discussions au sujet de la tactique dans l'Internationale; Lénine nous a donné pour cela la méthode et aussi sans aucun doute la formulation de certains résultats, mais sans nous laisser une élaboration complète, parce que cela n'était jusqu'ici pas historiquement possible. En continuant ce travail l'Internationale doit se garder du danger que la thèse de la liberté tactique maxima vienne à cacher l'abandon et la désertion de la «plate-forme» de Lénine, c'est-à-dire l'oubli du but révolutionnaire. Car alors ce serait du pur volontarisme anti-réaliste qui fonderait les décisions tactiques non sur un ensemble synthétique de directives, mais pour ainsi dire sur la signature de tel ou tel. Cela ruinerait toute la discipline unitaire, au sens véritablement fécond du terme, de notre organisation. Et je ne dirai pas davantage sur le sujet.

A ceux qui veulent trop souligner chez Lénine le tacticien «sans règle fixe», nous opposerons toujours l'unité qui lie toute son oeuvre. Lénine est grand parce que, les yeux fixés sur l'objectif révolutionnaire, il ne craint pas dans les époques de préparation, de se faire traiter de désorganisateur, de centralisateur, d'autocrate, de dévoreur de ses maîtres et de ses amis. Il est celui qui apporte la clarté et la précision là où cela signifie la ruine des faux accords et des alliances trompeuses. Il est l'homme qui sait temporiser quand il le faut, mais qui sait oser formidablement aux moments décisifs. Comme je l'ai rappelé en octobre 1917 devant les hésitations du C.C. de son parti, après l'avoir bombardé de messages pressants, il accourt en personne à Pétrograd, il incite les ouvriers à prendre les armes, il dissipe toutes les incertitudes. Un bourgeois qui vient de l'écouter raconte: «On m'avait parlé de son langage froid, réaliste, pratique; et je n'ai entendu qu'une série d'appels brûlants à la lutte: "Prenez le pouvoir! Renversez la bourgeoisie! Chassez le gouvernement"».

Or le Lénine de la tactique pondérée est l'homme qui contient potentiellement cette faculté d'audace révolutionnaire. Beaucoup de marmottes voudraient se revêtir de la peau de ce lion. C'est pourquoi nous dirons à ceux qui prônent le louvoiement et l'élasticité en matière tactique et qui citent Lénine, mais dont nous avons quelque motif de douter de la potentialité révolutionnaire: faites en autant que lui, montrez que vous êtes comme lui habités par la nécessité impérieuse de la victoire de la révolution qui au moment suprême est faite d'élan irrésistible et de coups à fond, et vous aurez

ensuite le droit de parler en son nom!

Non, Lénine ne reste pas comme le symbole de l'accidentalité de la pratique opportuniste, mais comme le symbole de l'unité de fer de la force et de la théorie de la révolution.

(A suivre)

(1) Les négociations de la Conférence de Gênes en 1922 échouèrent parce que les Russes refusaient l'indemnisation des biens nationalisés par la révolution, exigée par la France et la Belgique. En outre ils se firent les champions de l'abolition complète des dettes de guerre et ils réclamèrent une indemnisation pour les conséquences du soutien accordé par les Alliés aux contre-révolutionnaires blancs.

(2) Il s'agit des «Thèses de Rome» adoptées en 1922 par le Congrès du PC d'Italie (disponibles aujourd'hui dans notre recueil «Défense de la continuité du programme communiste»). Elles présentent un intérêt particulier comme unique tentative au sein de l'Internationale pour systématiser les problèmes de tactique. Approuvées par l'ensemble du parti, elles furent ensuite reniées par la direction centriste de Gramsci et de Togliatti mise en place par Moscou pour mettre au pas le parti italien. Ces Thèses furent critiquées en 1924 au nom de l'Internationale par Radek (qui par ailleurs supervisait l'action du parti allemand) et cette critique publiée dans la revue *Stato Operaio* aux mains des centristes italiens.

(3) Cet épisode désastreux d'alliance entre communistes et socialistes pour arriver pacifiquement au gouvernement d'une région d'Allemagne - l'Etat de Saxe et celui de Thuringe - correspondait à la mise en pratique du mot d'ordre du «Gouvernement ouvrier» combattu dès le début par notre courant.

(4) Après l'échec de l'insurrection en Allemagne, décommandée au dernier moment par la direction du parti, les dirigeants de l'Internationale trouvèrent des boucs-émissaires en la personne des dirigeants allemands, sans reconnaître que ces derniers n'avaient fait qu'appliquer une tactique approuvée par l'Internationale et sans se poser davantage de questions sur la possibilité réelle pour le parti allemand de mener une insurrection victorieuse dans les conditions prévues. Selon la tactique du Front Unique, l'insurrection devait se faire avec le soutien des socialistes de gauche sur la base d'une grève générale lancée dans toute l'Allemagne pour soutenir le «gouvernement ouvrier» de Saxe contre les menaces de la bourgeoisie; bien entendu, les socialistes se défilèrent au dernier moment et les dirigeants du PC reculèrent à l'idée de se lancer seuls dans l'aventure.

A paraître prochainement:

«programme communiste»

Numéro 94

«el programa comunista»

Numero 43

Sommaires du «Prolétaire»

n°428 (Sept.-Oct. 1994):

- La bourgeoisie a célébré la «Libération» et la fin de la guerre mondiale: La libération du prolétariat viendra de la reprise de la guerre des classes. - Les anarchistes aussi revendiquent leur participation à la boucherie impérialiste. - *Lénine sur le chemin de la révolution* (2). - La conférence du Caire sur la démographie. - Charité et impérialisme au Rwanda. - «Lutte ouvrière» et la défense des nationalisations. - Mitterrand et les hypocrites. - Démocratie blindée. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Inde, Indonésie).

n°427 (Juin-juillet-Août 1994):

- Impérialisme français, hors d'Afrique et du Rwanda! - Enième représentation du cirque électoral. - *Lénine sur le chemin de la révolution* (Bordiga) (1). - Derrière le «Secours ouvrier à la Bosnie», le parti pris en faveur d'un camp bourgeois. - Un soutien ouvert aux forces serbes. - Afrique du Sud: de l'apartheid à l'union nationale. - *Où en est la crise capitaliste mondiale?* (2). - Correspondance: la Santé gangrénée par le capitalisme. - Le congrès de la LCR, ou le résultat de la dégénérescence du trotskysme.

n°426 (avril-mai 1994):

- Contre le capitalisme le prolétariat devra reconstituer son parti communiste mondial. - La jeunesse a fait reculer le gouvernement. - *La lutte impitoyable contre l'opportunisme, seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier* (Lénine). - L'Algérie après les accords avec le FMI - *Où en est la crise capitaliste mondiale?* (1). - Air-France: la force des travailleurs est dans leur organisation collective. - Correspondance: la longue lutte des travailleurs du Port Autonome de Marseille. - Une polémique révélatrice du CCI. - Pérou: le Sentier lumineux est une voie sans issue. - *Programme du P.C. International*. - Rwanda: les responsabilités de l'impérialisme. - Procès Touvier: le bourreau condamné, l'Etat assassin acquitté.

n°425 (Févr.-Mars 1994):

- Le congrès de l'anti-communisme. - L'impossible résurrection de Zapata. - Crise économique et grève générale en Espagne. - «Agir ensemble contre le chômage»: Assises de pompiers sociaux. - La révolte des marins-pêcheurs. - Non aux mauvais traitements des prisonniers d'Action Directe. - La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires. - Licenciements chez FIAT. - Conflit des dockers à la Guadeloupe. - Après la tuerie d'Hébron. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Etats Unis, Canada).

n°424 (déc. 1993-jan. 1994):

«Semaine de 4 jours», «Partage du travail»: Rêves bourgeois et réalité communiste. - La grève à Air France et le spectre de mai 68. - *Sur le fil du temps: Faire investir ceux qui sont nus*. - Le calvaire des sans-logis. - Comment les bourgeois veulent résoudre le problème des SDF. - *Rivalités inter-impérialistes en Afrique* (2). - France, terre d'asile. - Signe des temps: démangeaisons militaristes dans le monde. - Russie: canonnades et Parlement. - Foulard islamique: L.O.- Pasqua, même combat! - Correspondances: la situation chez Alpine-Renault. - La grève des dockers. - Non à la répression contre les organisations kurdes! - *Boniments sur la liberté* (Lénine).

n°423 (Oct.-Nov. 1993):

- Lutte de classe contre l'offensive capitaliste! - L'accord OLP-Israël ne mettra fin ni à l'oppression, ni à la révolte contre celle-ci. - Italie: un pacte social contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. - *Rivalités inter-impérialistes en Afrique* (1). - Négociations du GATT et union nationale. - Suisse: offensive sur les conditions de travail avec la complicité syndicale. - Lutte Ouvrière à la remorque du sionisme. - Correspondances: Le Sports, une entreprise capitaliste. Le conflit des dockers à la Martinique. - Chine: délices du capitalisme nouveau. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Ukraine, Algérie, Roumanie).

n°422 (Juillet-Août-Sept. 1993):

- «On nous a jetés comme des chiffons». - Pour une riposte prolétarienne à l'offensive anti-immigrés. - Italie: la bourgeoisie à la recherche d'un gouvernement fort. - *Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire* (2). - Allemagne: combattre le racisme et la xénophobie, c'est combattre le capitalisme sous toutes ses formes politiques. - Une mauvaise manière de défendre les revendications immédiates. - Lutte Ouvrière, agent de la propagande réformiste. - La longue lutte des travailleurs de Sopalin. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Canada, Grande-Bretagne). - A Carmaux, le front unique des adversaires de la lutte prolétarienne.

n°421 (Mai-Juin 1993):

- Pour la lutte de classe prolétarienne! Pour la révolution communiste internationale! - De Bérégovoy à Balladur: changement dans la continuité. - Catastrophes maritimes: le capitalisme est responsable. - Vietnam: le retour en force de l'impérialisme occidental. - Quelques mots sur le Cambodge. - *Le partage du travail, remède miracle au chômage?* (2) - *Lettre à un syndicaliste français* (Trotsky, juillet 1920). - Correspondance: la situation chez Alpine-Renault. - Le criminel et sa victime (à propos du suicide d'un ancien Premier Ministre).

n°420 (Mars-Avril 1993):

- Ce n'est pas par la voie électorale et réformiste qu'il est possible de faire reculer le chômage, la misère et l'exploitation, mais par la lutte de classe révolutionnaire. - Solidarité avec les prolétaires et les masses palestiniennes. - *Le «partage du travail», remède miracle au chômage?* (1) - Contre les interventions de l'impérialisme français au Rwanda et en Afrique. - Nouvelles des faux communistes. - *Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire* (1). Correspondances: La grève des dockers. Le cas de St-Nazaire. Grève à Carnaud-Kerplas (Dieppe). - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Maroc, Pologne, Allemagne, Grande-Bretagne). - Faits divers: dans la jungle capitaliste.

n°419 (Jan.-Févr. 1993):

- Sang contaminé: C'est le capitalisme qui empoisonne. - Contre la politique bourgeoise, pour la politique révolutionnaire! - *La victoire du prolétariat et les élections* (Lénine). - Suisse et EEE: Le seul choix, c'est la lutte de classe. - Pérou: l'arrestation des chefs du «Sentier Lumineux» ne signifie pas la fin de la subversion (2). - Pérou: données statistiques. - RFA: après

l'ivresse démocratique, l'offensive brutale. - Suisse: grève d'Eben Hézer. - Chine: sur les traces de Thatcher. - Pologne: grève des mineurs. - Correspondance: la situation chez Alpine-Renault. - *L'opinion publique bourgeoise, la social-démocratie, le communisme* (Trotsky).

n°418 (Oct.-Nov.-Déc. 1992):

- Face à la crise de l'Europe de Maastricht, préparons la reprise de la lutte de classe! - Yougoslavie: la mystification de l'humanitarisme impérialiste. - La colère des ouvriers italiens. - Pérou: l'arrestation des chefs du «Sentier Lumineux» ne signifie pas la fin de la subversion (1). - La signification des émeutes pour la reprise de la lutte des classes. - «Parti des fusillés» et parti de fusilliers, le PCF a toujours été du côté de l'ordre bourgeois! - *Textes du parti: Pour mettre les points sur les I* (2). - Le PC chinois sanctifie l'économie de marché. - Nouvelle conquête du socialisme chinois. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Albanie, Pologne, Etats-Unis, Ukraine, Tchad).

n°417 (Juillet-Août-Sept. 1992):

- Le racisme est une question de classe et non un problème «culturel» ou de «civilisation»! - Le référendum de Maastricht ne concerne pas la classe ouvrière. - «De Maastricht» ou «des travailleurs», l'Europe est un objectif bourgeois. - Les convulsions économiques du capitalisme. - *Textes du parti: Pour mettre les points sur les II* (1). - La Russie vend ses forces de travail. - Le militarisme nippon se reconstruit pas à pas. - Troupes françaises, hors du Rwanda! - «Il Programma Comunista» tourne le dos à un «travail de parti sérieux et articulé». - A propos de Los Angeles. - Algérie: après l'assassinat de Boudiaf. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Etats-Unis, Algérie, Liban, Chine, Afrique noire, Inde).

n°416 (Mai-Juin 1992):

- Les flammes de Los Angeles annoncent le futur incendie prolétarien. - La colère noire a fait trembler les piliers vermoulus de la «civilisation» bourgeoise et démocratique (1965) - Le gouvernement de Bérégovoy maintient le cap anti-ouvrier. - L'impérialisme français, gendarme de l'Afrique. - *Sur le fil du temps: En avant les barbares!* - L'affaire Touvier. - Correspondance: Grève des dockers. - Nouvelle Calédonie: les notables kanaks enterrent l'indépendance. Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Albanie, Allemagne, Bulgarie, Caraïbes, Congo, Espagne, Etats Unis, Liban, Malawi, Nigéria, Russie).

n°415 (Mars-Avril 1992):

- Avec la désintégration de l'URSS, un nouveau partage du monde est commencé. - Le pas en arrière du capitalisme russe. - Les partis «de gauche» en Russie. - Le thermomètre électoral. - *Textes du parti: Les fondements du communisme révolutionnaire* (extraits). - Solidarité avec Joël Lamy! - L'activisme tacticien de «V.P.». - *Capitalisme, agriculture, environnement* (2). - Les trotskystes algériens et le coup d'Etat. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Australie, Caraïbes, Etats-Unis, Gabon, Inde, Russie, Zaïre).

n°414 (Janvier-Février 1992):

- Algérie: Seule la lutte de classe pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! - L'impérialisme et l'Algérie. - Revoilà le cirque électoral! - L'Europe après Maastricht: des illusions à la réalité. - Thérapie de choc en

Russie. - Moyen Orient: la paix de l'ordre impérialiste. - *Textes du parti: Dictature prolétarienne et parti de classe*. - Correspondances: Joël Lamy. Contre l'isolement carcéral. - Pologne: la démocratie à l'oeuvre. - Recrudescence du chômage. - La boussole de la LCR. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Albanie, Allemagne, Chili, Corée, Espagne, Etats-Unis, Inde).

n°413 (Nov.-Décembre 1991):

- Communisme et «catastrophisme». - La révolution d'octobre. - Grève Renault: le besoin de l'organisation de classe. - Les millionnaires de Moscou. - Le trotskysme et la crise en URSS. - Le «communisme» des patrons, s'appelle le capitalisme. - Solidarité avec Joël Lamy. - *La crise économique mondiale à la racine des crises politiques et des affrontements sociaux en Afrique* (2). - Algérie: le P.T., organisation de la petite-bourgeoisie. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Afrique du Sud, Albanie, Argentine, Australie, Bangladesh, Etats-Unis, Inde, Pérou).

n°411 (Juin-Juillet 1991):

- Algérie: l'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser, mais à détruire! - Gouvernement Cresson: un nouvel élan pour la même politique anti-ouvrière. - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés. - *La crise économique mondiale à la racine des crises politiques et des affrontements sociaux en Afrique* (1). - La valse diplomatique au Moyen Orient. - Diouri: les causes de l'expulsion. - *Sur le fil du temps: Pacifisme et communisme*. - *Capitalisme, agriculture, écologie* (1). - Réponse à un lecteur sur la question nationale. - «Mouvement Communiste»: les séqueles de l'ultra-gauche. - Argentine: attention aux caméléons! - Aux Editions Programme. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Albanie, Australie, Honduras, Pérou).

n°410 (Mars-Avr.-Mai 1991):

- Guerre sainte et paix armée. - *Les leçons de la Commune* (Trotsky, extraits). - Etats-Unis: de la crise économique aux fièvres guerrières. - Aucun plan capitaliste ne peut faire reculer le chômage. - *Résolution sur le chômage* (Moscou, juillet 1920). - *A propos du travail de nuit* (Marx). - Le capitalisme mondial à nouveau dans la tourmente. - *Le programme du parti révolutionnaire...* (2). - L'alibi humanitaire au service de l'impérialisme. - Pérou: le choléra n'est pas une fatalité. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde (Brésil, Corée, Etats-Unis, Nicaragua, URSS, Yougoslavie).

n°409 (Jan.-févr. 1991):

- Le capitalisme est responsable de la guerre. Contre la guerre, vive la lutte de classe anti-capitaliste. - Face au «nouvel ordre mondial» et son cortège de guerre, d'oppression et d'exploitation, préparons la révolution communiste internationale. - Tartufferies du pacifisme. - Les errements de l'«extrême gauche» - Quelques axes pour une lutte prolétarienne contre la guerre. - Lénine: *défaitisme révolutionnaire*. - Golfe: contre la guerre, le pacifisme est vain. Vive la lutte de classe! - L'Algérie et la guerre du golfe. - *Le programme du parti révolutionnaire est un bloc unique de principes, de moyens et de buts* (1). - Partout dans le monde, les enfants versent larmes et sang sur l'autel de l'exploitation capitaliste. *Sur le fil du temps: Eglise et foi, individu et raison, classe et théorie*. - Fructueuses démarches de l'ANC auprès de la bourgeoisie mondiale. - «El Programa Comunista» reprend sa publication.

Rwanda: l'impérialisme français sévit encore

Après la défaite totale de ses protégés du gouvernement Habyarimana malgré son intervention pseudo-humanitaire destinée à accorder un soutien aux troupes gouvernementales, l'impérialisme français n'a pas jeté l'éponge au Rwanda. Sa responsabilité dans la formation des milices extrémistes hutues et dans la généralisation de la politique de discrimination ethnique, puis des massacres ethniques comme système de gouvernement, contraint le gouvernement français à afficher officiellement sa «neutralité» par rapport au nouveau gouvernement rwandais. Mais bien que ce gouvernement affirme sa volonté de travailler dans le sens des accords d'Abuja (accords sponsorisés par l'impérialisme français, qui prévoyaient un partage du pouvoir entre Hutus et Tutsis), bien qu'il ait fait part de son désir de «normaliser» ses relations avec la France en demandant à être invité au dernier Sommet franco-africain, les autorités de Paris se refusent à tout contact avec lui. Les crédits français pour le Rwanda n'ont

pas repris, malgré les demandes de Kigali, et de plus Paris a bloqué toute aide de la Communauté Européenne au nouveau régime, en soutenant qu'il n'a pas fait la preuve de son respect des droits de l'homme. Venant d'un pays qui a soutenu jusqu'au bout, y compris en envisageant une intervention militaire massive pour contrer in extremis l'avancée du FPR dans Kigali livrée aux tueurs interwame (1), cet argument vaut son pesant de sanglante hypocrisie.

L'impérialisme français ne se contente apparemment pas de ce boycott. Selon un journal britannique, un rapport confidentiel rédigé en octobre dernier par des fonctionnaires de l'ONU présents à Goma, la ville du Zaïre où se trouvent la plus grosse concentration de réfugiés hutus, et en particulier ce qui reste des troupes gouvernementales, affirmait que des détachements de soldats étaient entraînés et réarmés par la France; des entraînements auraient lieu également à Kinshasa, la capitale du Zaïre (2). Peut-être faut-il rappor-

cher ces informations de la recrudescence d'actions terroristes sur le territoire rwandais attribuées aux anciens soldats gouvernementaux. Nous ne savons pas si l'impérialisme français prépare réellement à aider à la reconquête du Rwanda par ses anciens protégés, où s'il cherche seulement à multiplier les pressions sur le gouvernement actuel pour l'amener à se soumettre à ses vues: dans le passé les dirigeants du FPR avait démontré qu'ils étaient prêts à passer des compromis avec l'impérialisme français. Le fait que leur assise politique est réduite oblige les anciens rebelles à se trouver des parrains parmi les impérialismes concurrents (3).

L'impérialisme français ne cesse donc pas de nuire, même quand il est éjecté d'un pays. Seule la classe ouvrière d'ici pourra le mettre définitivement hors d'état de nuire en faisant la révolution.

La véritable solidarité avec les masses africaines déchirées par les exactions de toutes sortes consiste à préparer dès

maintenant la voie qui y mène.

(1) Il n'y avait plus de soldats français au Rwanda lors de l'attentat contre Habyarimana et l'offensive finale du FPR. On sait maintenant que l'Elysée et le Ministère des Affaires Etrangères poussèrent à une intervention militaire immédiate, alors que le Ministère de la Coopération était réticent. Ce sont les militaires qui ont emporté la décision en affirmant que l'opération était trop risquée et qu'elle pouvait se terminer par un échec.

(2) cf «The Independent on Sunday», 6/11/94.

(3) Le principal bénéficiaire de la tragédie rwandaise est le président Mobutu et sa clique d'affairistes qui est à la tête du Zaïre. Remis en selle par les français, il vient d'accorder à ces derniers l'autorisation de faire transiter par le territoire zaïrois des troupes soudanaises allant à l'attaque des rebelles de ce pays.

Répression en Corée du Sud

La grande presse ne parle de la Corée du Sud que pour s'émerveiller des prouesses économiques de ce «dragon» d'Asie. Ces prouesses ont une explication: la sur-exploitation de la classe ouvrière, mal payée et aux conditions de vie déplorable. Nous avons déjà parlé dans ces colonnes de mouvements de grève qui ont eu lieu en Corée et des tentatives ouvrières de s'organiser pour résister aux patrons. Une telle vague de grèves a eu lieu au cours de l'été dernier. Le Gouvernement y a répondu par la répression des manifestations ouvrières et l'arrestation de centaines de

manifestants et syndicalistes. La répression s'est étendue aux étudiants qui militent pour la réunification avec la Corée du Nord, puis aux militants d'un groupe lié au courant trotskyste dirigé par le Socialist Workers Party britannique (en France «Socialisme International»): 23 membres de ce groupe ont été arrêtés, dont Choi Il Bung qui venait de purger une peine d'un an de prison pour le crime d'être l'éditeur responsable des publications de ce groupe. Leurs partisans à l'étranger appellent à une campagne de pétitions ou de lettres adressées aux ambassa-

deurs de Corée. Nous doutons fort que ce genre d'actions ait le moindre résultat. Déjà au cours des années précédentes la répression s'est abattue sur plusieurs groupes d'extrême-gauche: notamment en 1992 un dirigeant de la «Ligue des Travailleurs Socialistes» a été condamné à la prison à vie et 40 autres militants de ce groupe emprisonnés, ainsi que des militants d'une autre organisation (1).

Cette répression brutale contre toute organisation suspecte de propager le marxisme et la lutte des classes est le complément de l'exploitation non moins

brutale de la classe ouvrière: en dépit du changement de régime, qui de dictatorial est devenu «démocratique», les traits caractéristiques et les lois essentielles n'ont pas changé. En Corée comme partout, démocratie et dictature ne sont que les deux faces d'une même médaille qui s'appelle dictature de classe de la bourgeoisie et qui devra être combattue par des méthodes et des moyens exclusivement classistes.

(1) D'après le journal spartaciste américain «Workers Vanguard» n°609

Correspondance

Répression syndicale à la Poste de Paris XVI Passy

Nous avons reçu du syndicat C.N.T. des informations sur la répression subie par deux de ses militants à la suite d'une action revendicative menée par les travailleurs du Bureau de Poste Principal de Paris XVI Passy.

Il s'agit d'une lutte qui s'est déroulée du 18 au 24 octobre 94 contre un projet de réorganisation interne qui se serait traduit par la suppression de plusieurs dizaines d'emplois et une augmentation de la charge de travail pour les employés restants. La grève était unitaire (GCT, SUD, CNT, CFDT, FO) et reconductible chaque jour en Assemblée Générale. Le premier jour, elle était suivie à 70%. Réaction du Directeur aux demandes de négociation: «je ne discute pas le premier jour d'une grève!». La grève est donc reconduite et le deuxième jour elle est suivie à 50%, avec blocage du bureau. Réaction du Directeur: «vous savez, au bout de 2 ou 3 jours les préposés finissent par rentrer». Les grévistes décident de bloquer le bureau toute la nuit et le troisième jour la grève tient toujours avec 50% de grévistes. La Direction commence à s'énerver et envoie des

huissiers pour constater «l'entrave à la liberté du travail!» Et la suppression d'emplois, c'est une entrave à quoi? Le quatrième jour il y a encore 40% de grévistes déterminés. Décision est prise d'aller manifester devant chez Balladur (gardé par deux cars de CRS) puis à la Maison de la Radio où les journalistes sont en grève, enfin à la Mairie du XVIe où une délégation est reçue par le Maire. Finalement la décision d'arrêter la grève est votée.

Les résultats immédiats sont maigres: essentiellement le report d'un mois de la réorganisation, mais le plus important est la détermination et l'esprit de lutte qui se sont manifestés dans cette Poste des beaux quartiers. La lutte devrait donc pouvoir reprendre sur des bases solides.

C'est bien pourquoi la Direction se prépare en réprimant les «meneurs» de façon à intimider tous les employés: tous les responsables syndicaux du bureau ont été l'objet d'une mise en garde et de plus les 2 responsables de la CNT (bien que l'un d'eux n'ait même pas été présent le jour où l'huissier est venu contrôler!) sont l'objet d'une procédu-

re disciplinaire qui pourrait déboucher sur de graves sanctions (blâme, mise à pied, blocage de carrière, suspension des droits à la retraite...).

* * *

La solidarité avec les militants réprimés pour faits de grève doit être inconditionnelle; mais pour que cette solidarité soit vraiment efficace, et qu'elle serve à préparer les inévitables affrontements futurs, elle doit être recherchée en priorité auprès des travailleurs eux-mêmes, et avant tout les travailleurs de la Poste, plutôt qu'auprès de personnalités ou d'organisations (comme le PCF) qui sont des adversaires d'une véritable lutte prolétarienne. Et pour impliquer les travailleurs, elle doit s'inscrire clairement dans des orientations de classe, en montrant que la défense de ces militants n'est autre chose que la défense des possibilités de lutte de tous les travailleurs, plutôt que de faire appel à des considérations démocratiques ou légalistes dans l'espoir, inévitablement déçu, de recueillir un soutien de la part de forces étrangères au prolétariat.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revuethéorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.